



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

CHAPITRE VI
AU BOUT DU FUSIL

A - La colère du peuple

Après le 2 juillet 1823, toutes les voix bien placées de Bahia criaient au secours. C'était le désordre: le petit peuple déchaîné, le gouvernement provisoire nettement débordé par les événements et les soldats absolument hors de tout encadrement. Le contrôle sur les esclaves urbains, momentanément en panne, poussait vers le Recôncavo, des esclaves fugitifs, associés à des bandes de déserteurs de la ville. Ce cadre d'anarchie autorise quelques uns à y trouver le signe d'une victoire du peuple. D'autres n'y voient que le simple décor qui permettra l'émergence des vrais rébellions du petit peuple, celles des esclaves africains¹. Malgré les différents regards et les divergences d'abord, les historiens contemporains nous rendent compte de l'important bouleversement social à la suite de la guerre de l'Indépendance à Bahia, une expérience historique particulière à cette province, qui marquera profondément la société locale de traits distinctifs².

A la différence d'autres provinces brésiliennes, l'état de désordre installé à Bahia, se traduisit à la fois par la perte de tout contrôle de la part des hommes bien placés dans la société urbaine sur les autres groupes sociaux, et par une vigoureuse secousse subie par les hiérarchies sucrières du Recôncavo. Cela permit aux idées et aux volontés politiques de la majorité de la population urbaine de se manifester.

Cette ouverture ne s'est pas déroulée sans beaucoup de difficultés. Tout au long d'une période qui va du lendemain de l'Indépendance jusqu'à la dernière révolution populaire de Bahia, la "Sabinada", le manque de coordination des multiples actions entreprises a constitué le grand handicap d'un petit peuple si hétéroclite. De là résulte certainement l'incapacité de

traduire d'une façon permanente et efficace, sur le plan de la politique, l'ensemble des propositions et des actions orientées vers la prise du pouvoir, et cela malgré la pression exercée par le frottement des groupes sociaux entre eux.

Toutefois, toujours écartés des assises institutionnelles, comme des cercles restreints où se formaient le consensus politique - les réunions des notables du sucre dans les conseils du fond de la baie ou bien les réunions secrètes des orateurs des clubs maçonniques -, les gens du peuple bahianais ont fomenté des "pronunciamentos", des rebellions militaires, des mutineries urbaines, et des révolutions, instruments aptes à faire écouter ses propositions et sa volonté politique. D'une façon anarchique, et malgré échecs et victoires, le peuple a cependant réussi à intervenir dans quelques grandes décisions collectives qui, d'ailleurs, touchaient des problèmes vitaux pour lui.

L'établissement d'une chronologie sommaire des événements les plus connus de l'histoire populaire de Bahia, entre 1823 et 1838, atteste bien l'intensité des conflits sociaux vécus durant cette période³.

25 août 1823 - Désordres dont sont responsables les soldats des bataillons de Pernambouc et les Noirs, affranchis. Attaques contre des Blancs et des Etrangers; assassinat de Portugais.

1er septembre 1823 - Actes de violence dûs aux troupes de couleur. Hostilité aux Portugais et aux Etrangers.

5 septembre 1823 - Conflit entre les bataillons de Bahia et le Bataillon de l'Empereur de Rio.

Soldats noirs et mulâtres. Expulsion du Bataillon de l'Empereur.

10 octobre 1823 - Célébration de la prise de la ville. Assassinats et pillages, par des soldats et la masse populaire. Hostilité aux Portugais.

27 novembre 1823 - Troubles et désordre urbains. de soldats noirs.

16 novembre 1823 - Mutinerie et désordres urbains, de soldats et des masses populaires. Protestation contre la dissolution des Côrtes à Rio.

6 mars 1824 - Troubles dans le Recôncavo: pillages contre des habitations et des villes. Bandes de déserteurs et d'esclaves fugitifs. Pillages.

4 mai 1824 - Troubles. Actes de désordre commis par des soldats mulâtres et noirs. Hostilités contre les Portugais et contre les étrangers.

20 mai 1824 - Tentative de sédition dans deux bataillons de soldats noirs et de soldats mulâtres. Adhésion au mouvement républicain de Pernambouc.

Octobre/décembre. 1824 - Assassinat du commandant militaire de Bahia. Soulèvement des "Periquitos", soldats appartenant au Bataillon des Periquitos. République. Hostilité aux Portugais.

14 janvier 1826 - Rixes entre Brésiliens et Portugais.

25 août 1826 - Révolte d'esclaves en ville. Arrestation du "Roi des Noirs".

17 décembre 1826 - Attaque commis par des esclaves marrons aux alentours de Salvador, à Cabula. Esclaves fugitifs mutinés depuis le mois d'août.

1827 - Formation de bandes de pillards. Attaques au Nord et au Sud de la Province. Déserteurs et "marrons." Pillage des propriétés.

1827 - Destruction d'un quilombo près de Salvador, à Abrantes, par les forces de police. Les esclaves marrons, par vengeance, enlèvent des enfants blancs pour les vendre aux gitans.

Avril 1827 - Révolte d'esclaves dans des sucreries de Santo Amaro.

11 mars 1828 - Soulèvement d'esclaves de la ville. Fuite vers la brousse de ces esclaves Haussás. Constitution d'un quilombo à Campina de Pirajá, près de la ville.

25/30 mai 1828 - Révolte du cuivre: tentative qui échoue de soulèvement des bataillons de soldats mulâtres; alliance avec les noirs révoltés; tentative de remise en circulation de fausse monnaie pour le paiement des soldes.

24 décembre 1828 - Soulèvement d'esclaves dans deux sucreries de Santo Amaro. Sortir de l'esclavage.

31 janvier 1831 - Mutinerie des soldats contre les officiers à bord du navire "Carioca".

6 avril 1831 - " Mata marotos" à Cachoeira dans le Recôncavo.

13/14 mai 1831 - Rébellion populaire et militaire anti-portugaise. Adhésion des élites. Démission des Portugais des fonctions publiques.

19/24 février 1832 - Rébellion fédéraliste à Cachoeira et dans le Recôncavo: militaires, commerçants et couches populaires. Proclamation du régime fédéraliste.

8 mars 1833 - Masses populaires mutinées donnent assaut à une caserne.

27/29 avril 1833 - 2ème rébellion fédéraliste: soulèvement des prisonniers de la 1ère rébellion. Ville bombardée. Militaires arrêtés lors de la rébellion de 1832. Proclamation de la fédération.

24 janvier 1835 - Rébellion des esclaves musulmans dits Malês. Esclaves et affranchis islamisés. Prise de la ville.

7 novembre / 16 mars 1838 - Révolution Fédéraliste. La "Sabinada". Militaires, commerçants et masses populaires. Autonomie politique de la province.

A partir de cette chronologie il est possible d'identifier trois périodes:

1. De juillet 1823 à décembre 1824 - Période républicaine marquée par le grand éventail des alliances populaires sous la direction des corps armés;

2. De janvier 1826 à janvier 1831 - Période républicaine de résistance pendant laquelle des soldats de couleur, des esclaves et des affranchis, ayant coupé

leurs liens avec leurs alliés mieux placés en ville, ont été au centre d'actions violentes du genre mutinerie et marronnage:

3. D'avril 1831 à mars 1838, Période fédéraliste, dont la caractéristique principale est la reprise de la direction des mouvements populaires par des membres radicalisés des élites qui s'éloignent des esclaves africains.

Les premiers mois après la prise de la ville, de juillet 1823 à décembre 1824, sont caractérisés par une profonde crise politico-militaire due à l'évidence des difficultés à reconstituer un nouvel appareil d'état pour remplacer l'administration portugaise sortante: d'un côté, l'impuissance et les hésitations d'un pouvoir local faiblement articulé avec le gouvernement de Rio; de l'autre côté, la résistance opiniâtre de quelques corps militaires refusant de laisser s'installer une administration subordonnée au gouvernement impérial. Les plus redoutables étaient le 3e bataillon de chasseurs, appelé bataillon des "Periquitos", le 4e., les "Pitangas", et le corps d'artillerie, auxquels était allié le bataillon de Pernambouc.

Ils ont empêché le général José Manoel de Moraes, nommé par l'empereur commandant des armées de Bahia, de prendre possession de son commandement. Tout de suite après, cette même faction militaire s'oppose au commandant du bataillon de l'Empereur, le général Lima e Silva, qui, pourtant, était resté au commandement général grâce à l'intervention de cette même faction militaire. L'objectif était de limoger le commandant pour le remplacer par le colonel Felisberto Caldeira, allié du moment des radicaux et des Pernamboucanais. A côté et hors du contrôle des officiers putschistes, se sont déclenchées des hostilités et même des combats de rue, avec d'ailleurs des morts⁴. Ils avaient comme cible les soldats du Bataillon de l'Empereur⁵ qui se sont

finalement retranchés dans leurs baraquements pendant un mois⁶. Ces violents affrontements ont vite évolué vers des attaques contre les Portugais restés en ville, contre les Européens et contre les Blancs en général. Les attroupements qui contrôlaient les rues scandaient leur programme d'action avec des slogans comme: "Mort à l'empereur, mort aux Portugais, mort aux "Janériens" et vive l'Indépendance et la République"⁷. En fait, pendant que les commandants se disputaient entre eux, plus de 2.000 soldats, Noirs et Mulâtres, appuyés par les troupes de Pernambuco avaient pris le contrôle des rues. Pendant un mois, des Blancs ont été battus, des Etrangers maltraités, des Brésiliens même ont été inquiétés et des Portugais ont été victimes de leurs propres esclaves, qui accédaient ainsi de fait à l'affranchissement⁸. L'intimité des soldats Noirs et des Mulâtres avec la population de couleur, libre ou esclave, n'était que le témoignage vivant d'anciennes alliances établies depuis la répression de 1798 contre les soldats de couleur⁹ et consolidées pendant la guerre contre les Portugais.

L'armada rebelle

Il était alors évident que les disputes entre les élites, disputes internes à l'administration, ne rendaient pas compte de tout l'enjeu. Ces corps militaires étaient formés par des soldats Mulâtres et Noirs, seuls noyaux organisés de la majorité de la population urbaine avec un large éventail de groupes sociaux radicalisés : ces Noirs et ces Mulâtres sont libres et affranchis; parmi eux il y a même des esclaves urbains. Soldats et peuple voulaient faire de l'Indépendance, c'est à dire de l'expulsion de l'administration et des militaires portugais, une vraie révolution sociale. Ils voulaient faire tomber, au bout du fusil, toutes les barrières jusqu'alors imposées par l'Etat portugais, à l'accès de ces population à la richesse, au pouvoir et à la considération sociale.

A la tête de cette armada rebelle, leurs commandants, des officiers brésiliens qui avaient d'ailleurs pris goût à la révolution depuis les événements de 1820, et qui s'étaient suffisamment enorgueillis de la victoire toute fraîche, se disposaient à jouer les caudillos dans un nouveau régime qu'ils imaginaient vaguement républicain. Autour de ces hommes d'action gravitaient aussi quelques libéraux, remarquables orateurs d'assemblée et agitateurs de presse, très assidus aux réunions des clubs secrets¹⁰

Ces clubs étaient endroits de rencontre entre notables dissidents et républicains américains. Le consul français, J. Guinebaud, ne laisse pas passer la moindre occasion sans accuser les Américains de faire de la propagande républicaine et même d'être les instigateurs des conspirations. Malgré de possibles exagérations résultant du zèle de ce représentant de la Restauration à Bahia, la fréquentation de ces cercles dissidents par des Américains est tout de même démontrée¹¹. Cette présence américaine pose la question d'une possible articulation internationale des mouvements rebelles. Il est de toute évidence qu'il n'y avait pas une conspiration internationale républicaine pour chasser le régime monarchique au Brésil. Mais, il faut reconnaître que les élites brésiliennes, touchées par les idées républicaines, avaient toujours leurs regards tournés vers les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la grande république du monde d'alors et le seul contre-poids à la toute-puissante Sainte Alliance européenne¹².

Il est vrai qu'une partie de l'opinion publique américaine était plutôt favorable aux mouvements républicains brésiliens, mais il est aussi vrai que le gouvernement américain n'a jamais forcé la main au Brésil, justement pour empêcher une intervention Anglaise appuyée par toute l'Europe conservatrice. C'était

d'ailleurs la position que venait d'adopter le président Monroe à propos du mouvement républicain qui se déroulait au Pernambouc¹³. Cela n'empêchait pas des groupes de particuliers américains, intéressés au commerce et à la navigation de Bahia, d'établir des alliances et d'entamer des conspirations politiques avec des groupes mécontents de Bahia. L'une des raisons de l'intérêt américain pour le port de Bahia était aussi la traite de Noirs africains¹⁴. Il est très probable que, paradoxalement, des trafiquants d'esclaves et des esclaves rebelles soient concernés par le même mouvement dont l'un des résultats pratiques devait être justement, l'affranchissement de ces esclaves !

Au premier regard, cette faction révolutionnaire paraît complète. Ne manquent à l'appel ni des Bonaparte avec leurs régiments, ni des Marat avec leurs plumes, ni des sans-culottes avec leurs doléances, ou des Toussaint-Louverture avec des negres marrons et même des Voltaire avec leurs Lumières et ... leur commerce. Ils seraient imbattables si ces divers groupes avaient été capables d'établir des liens politiques plus stables que la fugace solidarité du moment des mutineries et des désordres. Une telle faiblesse politique n'était pas l'exclusivité des masses populaires. En fait, elle était le résultat de l'ancienne faiblesse des liens d'interdépendance qui reliaient les divers groupes à l'intérieur des structures hiérarchiques urbaines. Ainsi, les soldats n'obéissaient pas à leurs officiers et les officiers les méprisaient; le peuple de couleur, combattant les Portugais à côté des soldats, ne comprenait pas bien la république des orateurs et ceux-là ne cachaient pas la peur que Noirs et Mulâtres leur inspiraient.

B - La réaction des notables

Il n'est pas inexact d'affirmer que le pouvoir dans la province s'est recomposé sous l'impact de ce mouvement populaire. Le rapprochement entre les notables est le premier signe d'un programme de rétablissement de l'ordre public qui suivra son cours inexorable jusqu'en 1838. Si, en ville, pour les petits et les grands propriétaires d'esclaves, la négligence avec laquelle les troupes de couleur s'étaient occupées du service d'ordre jusqu'à présent, était intolérable, voir des bataillons de Noirs et de Mulâtres exercer la direction politique sur leurs esclaves, les mettaient en colère. Des républicains commencent alors à discourir, des commandants militaires se concertent et des notables conspirent. Il fallait à tout prix désamorcer la révolution en cours.

Les notables avaient déjà compris que le rétablissement de l'ordre public ne pouvait pas se passer de l'épuration d'une armée régulière composée par des soldats Noirs et Mulâtres. Ainsi, deux ans après, les notables indépendants revenaient sur les pas des radicaux portugais. Cependant, forts de l'expérience de l'échec du général Madeira, ils n'ont pas commis les mêmes erreurs. Malgré les avis donnés par le consul de France, ils n'ont pas essayé de remplacer des officiers et des sous-officiers noirs par des blancs, ni des Bahianais par des "Fluminenses". Ils ont entrepris le démantèlement physique et moral d'une armée qui se croyait victorieuse.

La première mesure a été le renvoi des corps militaires venus des autres provinces. Avant novembre 1823 les troupes fluminenses et pernamboucanaïses avaient déjà quitté la place. Ensuite, après des conventions secrètes établies entre tous les commandants de bataillon, même ceux qui prônaient la cause républicaine, on a prétexté une revue militaire pendant laquelle 500 soldats Noirs tirés de divers bataillons ont été entourés, désarmés et

embarqués. Deux cents sont partis pour Rio de Janeiro immédiatement, quelques autres sont partis deux jours après et beaucoup parmi eux on réussi à s'échapper. Sur cette "liste noire", il y avait encore 1.500 hommes Noirs et Mulâtres considérés comme dangereux par leur volonté de vengeance et par leur désir de pillage¹⁵.

Le 17 décembre, à l'occasion de l'assemblée des notables bahianais¹⁶ réunie à la suite de la dissolution de l'assemblée constituante à Rio, d'autres mesures d'encadrement des troupes ont été prises¹⁷. Dans les cinq articles de la charte qui en décide, les consignes sont claires. La première mesure proposée ne pouvait être autre que l'épuration des officiers considérés comme indésirables dans les corps de 1ère ligne (l'armée régulière) et aussi dans les corps de 2ème ligne (les milices). Cette disposition est présentée comme une mesure destinée à accélérer la régularisation du corps d'officiers en service dans la province. En fait, elle est destinée spécialement aux plus radicaux ou aux plus noirs, qui, pendant la guerre, ont été incorporés comme officiers et se sont distingués sur le champ d'honneur. Dans le même énoncé, est recommandée toute priorité d'application pour les milices de la capitale et des villes de Torre (au Nord de Salvador), Pirajá (aux environs de la capitale), Itaparica (île dans la baie de Tous les Saints), Jaguaripe et Valença (à l'extrême Sud de la baie)¹⁸.

Une autre disposition exige des commandants des bataillons, l'application de punitions et de châtements pour rétablir l'ordre dans les rangs des corps armés en même temps qu'est exigé l'accroissement de leur charge de travail¹⁹.

Mais, ce qui caractérise la position de cette assemblée quant au rôle des forces armées, ce sont les dispositions relatives à la création d'un service de police urbain

composé par des soldats choisis soigneusement dans les rangs des bataillons de 1ère ligne, pour leur comportement discipliné et pour leur caractère modéré. Ces soldats seront commandés par des officiers également sélectionnés. Il est dit en même temps que le bataillon des Pitangas, chargé jusqu'à présent de ces services de police, doit reprendre les mêmes occupations que les autres bataillons de l'armée régulière.

Pour les villes du Reconcavo, où se sont produits aussi des désordres, est recommandé la mise en place d'un service spécial de police formé par des détachements choisis de soldats de première ligne de la capitale, commandés par des officiers également choisis et jouissant de la confiance du commandant des armées²⁰. Ils se joindront dans chaque ville au commandant des milices pour prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre²¹.

Les séditeux

La cible de ces mesures concertées était bien définie: les bataillons formés par le général Labatut pour faire la guerre aux Portugais. Surtout, dans le bataillon des "Periquitos", se concentraient des gens de toutes origines: des libres, des ex-esclaves, des Noirs et des Mulâtres²². La riposte ne pouvait être autre que le chemin de la sédition militaire. Ainsi, le 1er avril 1824, le commandant des "Periquitos", José Antonio da Silva Castro, envahit le palais du gouverneur accompagné de quelques officiers pour faire un "pronunciamento". Il présente alors au gouverneur ses revendications politiques: l'application de la décision de l'assemblée de décembre 1823 portant sur l'expulsion des Portugais indésirables et la convocation d'élections pour la formation du conseil de la province. Tout de suite après, le capitaine Vitor José Topázio et le porte-drapeau Gaspar Maciel Sá Barreto présentent les revendications de

la troupe, qui, n'étaient autres que la protestation contre les persécution commises contre les militaires patriotes, c'est-à-dire la pression exercé déjà contre les héritiers de Labatut²³. Deux mois après, le 21 juin, il y a des témoignages d'un nouveau malaise militaire dans les bataillons des "Periquitos" et des "Pitangas"²⁴. Cette tension mène au soulèvement du 25 octobre.

Malgré les couleurs politiques républicaines avec lesquelles ce mouvement est forcément présenté par la répression de l'époque, et aujourd'hui par les historiens, il a ouvertement un caractère défensif. En fait, les hommes se battent contre la dissolution de leur "bataillon patriotique". Le gouvernement de Rio avait déjà décidé la démission de Silva Castro et son transfert vers Rio de Janeiro, ce qui équivalait à son emprisonnement. Cette mesure va de pair avec le non paiement des soldes et avec des menaces de démobilisation ou expédition du bataillon vers Pernambouc, justement pour y combattre des républicains, anciens camarades d'armes de la campagne de l'Indépendance²⁵.

Le 25 octobre, deux détachements de "Periquitos" commandés par des officiers radicaux, le capitaine Francisco Macário²⁶ et les porte-drapeaux Jacintho de Mello et José do Amaral Gurgel, assiègent la résidence du Commandant des armées Felisberto Gomes Caldeira et l'assassinent²⁷. Malgré des efforts pour donner à cette rébellion un caractère politique républicain, elle reste dans les limites d'une sédition militaire²⁸.

Des soldats obligent les commandants José Antonio da Silva Castro, Joaquim Satyro da Cunha et Joaquim José Rodrigues à rester au commandement des bataillons insurgés, respectivement les "Periquitos", les "Pitangas" et l'artillerie. Ces commandants, au lieu de commander leurs troupes pour des objectifs militaires ou même d'imposer un dictat politique, prennent tout leur temps

pour négocier avec le président de la province, avec les commandants du 1er et du 2ème bataillons d'infanterie non rebellés, afin de justifier l'action des soldats qui avaient assassiné la plus importante autorité militaire de la province, le Commandant des armées Felisberto Gomes Caldeira²⁹.

Comme pour la conspiration de 1798, dite des "Tailleurs", dans cette rébellion dite des "Periquitos", les aspects les plus importants concernent plutôt la répression menée contre le mouvement que les actions ou délibérations des insurgés, plongés eux-mêmes dans le désordre. Au lieu de donner l'assaut aux rebelles tout de suite, ce qui aurait donné à ces événements le caractère d'une échauffourée urbaine, les commandants des deux bataillons dits "des Blancs" ont préféré se replier avec leurs troupes vers le Recôncavo pour rejoindre les puissantes milices de Pires de Carvalho e Albuquerque, fortes de 2.000 hommes. Des émissaires ont été dépêchés vers les fiefs des notables du sucre, qui ont mobilisé leurs milices pour rétablir l'ordre bousculé en ville par des Noirs, des Mulâtres et des républicains.

Ils ont réussi à faire d'une insubordination militaire, le moment de l'affrontement entre un Recôncavo où, malgré tout, les hiérarchies enracinées dans le monde sucrier tenaient toujours bon, et la ville de Salvador où ces hiérarchies toujours chancelantes étaient en état de déliquescence. Ils ont réussi également à établir aux yeux de tous, l'image d'une opposition entre la majorité d'une armée de Noirs et de Mulâtres, assassins, pillards et insubordonnés parce que Nègres de ville, et une masse de miliciens ruraux, disciplinés et fidèles à leurs notables.

Laisser pourrir la ville, voilà la reprise du plan de bataille de l'indépendance. Livrée à des troupes insurgées, sans commandement et alliée aux masses

populaires les plus radicales dans leurs désirs de révolution sociale, la ville se voit plongée dans la terreur. Les témoignages les plus catastrophiques nous rendent compte que, du 25 octobre au 1er décembre, "une quantité d'individus ont été massacrés de jour et de nuit, à leur domicile ou dans les rues; un plus grand nombre était menacé. C'était le règne du sang. La moitié des habitants blancs était réfugiée à bord des navires de la rade, ou émigré dans l'intérieur de la province"³⁰. Comme aux temps du général Madeira, c'est le tour de l'armée brésilienne issue de la guerre, de rester seul en ville et de montrer son incapacité à maintenir un minimum d'ordre public.

Pour donner le coup de grâce, le président de la province, Francisco Vicente Vianna, qui jouait malicieusement le rôle de l'impuissant otage des rebelles, quitte la ville et, installé à bord d'un bateau de la marine impériale, commandé par le Français Beaurepaire, lance un ultimatum pour en finir avec la rébellion. "Acta est fabula" pour les "Periquitos"!

Le commandant Silva Castro avec 600 soldats noirs est déporté vers Pernambouc. Une quantité non précisée de soldats noirs prend le chemin de la désertion et, très certainement, du brigandage à l'extérieur de la Ville. Le commandant Joaquim Satyro da Cunha et le porte-drapeau Gaspar Villas Boas, tous les deux héros de la guerre de l'Indépendance, sont condamnés et exécutés publiquement. C'est la fin de l'armée de Labatut. C'est la fin à jamais d'un système d'alliances entre des notables et les populations libres ou esclaves.

Quand, le 3 décembre 1824, le président de la province et sa suite de notables, rentrent en ville, ils célèbrent très justement l'établissement du nouvel ordre dans une Bahia Impériale. Quant à l'armée populaire, le jugement

est déjà prononcé: elle est coupable d'incompatibilité avec la hiérarchie sociale en place³¹.

La destruction de l'armée

Ce desideratum bahianais va se joindre à d'autres desiderata de divers ordres pour former un consensus parmi les élites du Brésil impérial en faveur de la réduction au minimum de l'armée nationale, avec une hiérarchie militaire autonome, pratiquant un recrutement par lequel certains déshérités de la société pouvaient accéder à la bureaucratie de l'état³².

Appuyé sur ce consensus politique, l'état impérial mettra en oeuvre plusieurs réformes de l'organisation du système militaire, toujours dans la direction de son affaiblissement. Par le décret du 1er décembre 1824, qui portait sur la réorganisation des forces militaires brésiliennes, le nombre des bataillons de chasseurs à Bahia était réduit à trois. Ils prendront dorénavant les n°13, 14 et 15. Le bataillon des "Periquitos" a été dissout. Avait encore son siège à Bahia, le 7ème d'artillerie. Un autre décret du 4 mai 1831, réorganisait l'armée. A Bahia cantonnaient alors le 9ème et 10ème bataillons d'infanterie, le 3ème de cavalerie et le 3ème d'artillerie. En 1834, la Régence diminuait encore les effectifs de l'armée. A Bahia, le 10ème bataillon est dissout et le 9ème devient le 3ème bataillon de chasseurs³³.

A la réduction des effectifs militaires dans tout le pays qui a fait tomber le contingent de 30.000 hommes en 1830 à 16.000 en 1848³⁴, s'ajoutait la tendance à la concentration des troupes dans les provinces du sud, où se sont déroulées plusieurs guerres soit contre l'étranger, soit contre la sécession du Rio Grande do Sul, la "guerra dos Farrapos". En plus des transferts de soldats de Bahia pour des raisons politiques, pratiqués

de 1823 à 1824, à la suite de la déclaration de guerre contre les Provinces Unies du Rio de la Plata le 6 décembre 1825, le gouvernement impérial décida d'expédier à Rio, 200 hommes de l'artillerie, 80 de la cavalerie et 500 chasseurs.

De pair avec la démobilisation progressive, se met en route un processus de dégradation morale de cette armée dont l'un des incidents les plus obscurs est celui d'une conspiration, menée par des militaires mulâtres, dont l'objectif aurait été de remettre en circulation la fausse monnaie de cuivre, retirée par le gouvernement de la province en mai 1828.

Pendant la guerre de l'Indépendance, étant donné le manque de monnaie dans la ville sous contrôle des commerçants et des autorités portugaises, le gouvernement provisoire installé à Cachoeira avait fait frapper en cuivre des pièces d'une valeur de 80 "réis". Les imperfections du monnayage, alliées à l'abondance de cuivre dans tout le Recôncavo³⁵, ont permis la très rapide propagation de la fausse monnaie de cuivre. En fait, cette monnaie frappée à Cachoeira était si bonne qu'il était impossible de distinguer la bonne monnaie de la fausse.

Après l'expulsion de Portugais, s'est développée une vraie industrie de fausse monnaie de cuivre à Bahia dont les responsables étaient des gens bien placés dans la société, des commerçants et des maîtres de moulin³⁶. La facilité de contrefaire et d'introduire cette monnaie tenta bientôt des spéculateurs étrangers, principalement Anglais et Américains qui en introduisent des quantités considérables³⁷.

De 1823 à 1827, l'inaction du gouvernement a fait progresser une vraie industrie de contrefaçon à Bahia. Beaucoup de ces "industriels" ont profité de leur succès

pour payer de vieilles dettes, assainir leurs biens et faire des investissements utiles à leur nouvelle fortune. Ils sont même devenus consommateurs de produits de luxe importés³⁸.

Cette soudaine abondance de monnaie arrangeait de certaine façon même le petit peuple de la ville, qui souffrait depuis des siècles du manque de monnaie, source d'ailleurs de toutes sortes de spéculation de la part des commerçants portugais³⁹. Ainsi, le mal était devenu si général que le consul français à Bahia a calculé que la vingtième partie de la population libre de la province a trempé dans le crime de la fausse monnaie, soit en qualité de fabricant, soit comme payeur, receveur ou changeur⁴⁰.

Déjà en 1827, presque toute la monnaie de cuivre en circulation à Bahia était fausse. Les choses sont arrivées au point qu'il n'y avait plus d'autre moyen que la démonétisation du cuivre et son remplacement par la création d'une nouvelle monnaie. Cela a poussé le gouvernement à faire publier, le 27 novembre 1827, un décret impérial qui décidait de échanger toute la monnaie de cuivre en circulation à Bahia contre une monnaie de cuivre frappée à Rio et contre des bons du Trésor. Pour y parvenir, le gouvernement était autorisé à utiliser tout l'argent encaissé par le bureau de finances de Bahia produit par la collecte des impôts et même à lancer un emprunt jusqu'à 200 "contos de réis", dont la garantie serait l'hypothèque de l'ensemble du produit des douanes. Le gouvernement de la province se voyait encouragé à faire usage de toute son énergie dans cette affaire⁴¹. C'est, de fait, la première grande mesure de politique monétaire prise dans le Brésil indépendant⁴².

Et c'est avec violence que le président de la province, le vicomte de Camamu, s'est livré au rachat du "chanchan"⁴³ pendant toute l'année de 1828. Il a

pourchassé les fabriques de fausse monnaie en ville et à l'intérieur de la province. Il a placé des bateaux à l'intérieur de la baie de Tous les Saints pour intercepter et inspecter toute embarcation venue du Recôncavo. Il a fait inspecter également tous les navires entré dans le port de Salvador⁴⁴.

Cette vaste opération militaire impliquait en réalité la thésaurisation par les bureaux de l'état de presque toute la masse de monnaie en circulation dans la province, ce qui posait des problèmes pour la sécurité du transport et la garde de toute cette somme de monnaie que beaucoup des agents économiques considéraient encore comme bonne. Jusqu'au 14 mai 1828, environ 3 millions de "cruzados" étaient déjà déposés dans les caves du palais du gouvernement (7.500.000Fr.)⁴⁵. Il est normal donc, qu'avec autant de richesse à portée de la main de quelques uns, se soit établi un climat de soupçon et de délation. Et les soupçons et les délations se sont tournés vers les soldats et les miliciens mulâtres, ce qui compromettait dans l'affaire tous les alliés de cette espèce de "front populaire" bahianais qui ne cessait pas de subir des défaites.

Le 25 mai 1828, une dépêche consulaire nous rend compte de la découverte d'une conspiration républicaine, qui comptait sur la participation de clercs, de militaires et de fonctionnaires, inspirés par les américains et ayant pour but de remettre en circulation la fausse monnaie de cuivre appréhendée par le gouvernement le 20 mai afin d'utiliser cet argent pour payer les soldes de tous les militaires en augmentant ces soldes jusqu'à 400 réis par jour. Ils prétendaient aussi tuer le président de la province⁴⁶.

Cette conspiration rocambolesque aurait été découverte grâce à la délation. Un paquet cacheté contenant un exemplaire manuscrit de la proclamation des conspirateurs

aurait été remis le 22 par un inconnu à la porte du président de la province. On le prévenait que l'original se trouvait chez le Père OLAVO, moine sécularisé, partisan connu du républicanisme⁴⁷. La répression déclenchée, le moine et 7 conjurés auraient été arrêtés; d'autres dont les noms étaient inscrits sur la liste saisie chez le moine avaient déjà pris la fuite.

Qui étaient ces conspirateurs?

D'après le témoignage du consul français, c'étaient des militaires mécontents, des moines, des gens appartenant à la basse magistrature, des négociants et des planteurs, outre la foule ordinaire des factieux sans talent et sans crédit⁴⁸. Malgré cela, on les accusait d'avoir affilié à la conjuration presque toute la milice mulâtre. Une partie des officiers du bataillon des Mines l'était également, par haine de leur chef, rendu impopulaire depuis quelques temps pour des actes de despotisme. On peut dire que presque tout ce qu'il y avait de soldats noirs ou mulâtres, de ligne ou de milice, était du complot ou y fussent entrés au premier cri d'insurrection.

Quant aux plans des conjurés, on aurait aussi découvert qu'ils avaient des relations avec des Noirs rebelles qui s'étaient retranchés dans le quilombo de Campina de Pirajá, après avoir battu les forces de police deux mois auparavant. L'objet de pourparlers aurait été le recrutement de ces esclaves dans les rangs des insurgés en échange de leur liberté. La liste des accusations ne s'arrête pas là. Le mouvement une fois déclenché, les rebelles auraient dû ouvrir les portes des prisons à tous les prisonniers et galériens. A la tête de la racaille armée, ces conjurés comptaient piller tous les biens des Portugais et des autres étrangers, à l'exception des Américains, les seuls républicains⁴⁹.

Dans tout cette affaire, en ce qui concerne la destruction progressive de ce qui restait des corps armés hérités des temps de la colonie, il faut retenir deux constatations. La première va dans le sens de la confirmation de l'état d'abandon administratif auquel étaient livrés les corps de l'armée régulière, soumis aux actes arbitraires des commandants et privés chroniquement du paiement de leurs soldes. Ce malaise était insupportable au point de jeter une corporation entière dans les bras des faussaires.

Un deuxième aspect à considérer est la participation des miliciens à la conspiration. Jusqu'à présent ces troupes de deuxième ligne étaient présentées comme modèle d'organisation militaire alternatif à celui de l'armée régulière et nationale. Les milices étant l'espace privilégié où se jouait le contrôle d'une population libre et pauvre par des notables, si bien que, du moins en ville plus que dans le Recôncavo, leur dénonciation par les notables était l'aveu d'une forte scission au sein des élites urbaines et aussi le constat d'une perte du contrôle sur ces troupes de réserve. Cette crise de confiance est d'autant plus grave se on rappelle que l'année 1828 a été spécialement marquée par des action musclées pour réprimer trois révoltes d'esclaves et pour racheter le cuivre manu militari. Pour toutes ces missions, le président n'a pu compter que sur le corps choisi de la police et sur les bataillons de milices des notables du Recôncavo. Dans un certain sens, cela équivaut à la mise en chômage de ces troupes. Il est certain que cette explication est insuffisante, mais elle nous aide à comprendre comment les élites bahianaises, à côté d'autres notables brésiliens, se débarrassent facilement de leur forme traditionnelle d'organisation militaire, pour adopter le modèle de la garde nationale créée en 1831⁵⁰.

Cette conspiration ayant avorté, l'affaire n'était pas du tout réglée. Le 28 février 1830, le président de la province, le vicomte de Camamú est blessé à mort par un coup de feu tiré par un cavalier inconnu et on attribue ce crime à des gens touchés par la répression qu'il avait menée contre la fausse monnaie de cuivre⁵¹.

C - Le calvaire des soldats

Encore que diminués en nombre, les contingents militaires dont les sièges étaient à Bahia, restaient surtout composés d'hommes de couleurs qui, toujours soumis à des conditions de vie et de travail très pénibles, se sont rapprochés des mouvements populaires sous la direction de notables dissidents. C'est le cas pendant les soulèvements de 1831, 1832, 1833 et 1837/38. Parmi les revendications présentées par les fédéralistes, il y avait des revendications corporatistes des militaires⁵².

C'est l'occasion de la révolution fédéraliste qui éclate le 7 novembre 1838⁵³. A la suite de ce soulèvement, le président de la province est expulsé de la ville et s'installe alors un gouvernement composé par des radicaux vétérans de la guerre de l'Indépendance, tels le docteur Sabino Vieira⁵⁴ et le major Sérgio Velloso⁵⁵, par des commerçants brésiliens comme João Carneiro, et aussi par des trafiquants d'esclaves comme Hygino Pires Gomes.

Cette révolution est l'aboutissement de toute une tradition politique populaire et, par conséquent de toutes les erreurs et impasses qui l'on finalement conduite à la défaite. Les vieux compagnons de l'armada de 1823 y sont à nouveau présents. Le plan d'action répétait avec succès l'expérience des "Periquitos": un soulèvement du corps d'artillerie suivi, cette fois-ci, de l'appui de l'écrasante majorité des corps de 1ère et 2ème lignes. A la différence de 1824, les orateurs des

clubs secrets ne se sont pas laissés enfermer dans les casernes mais ils ont tout de suite pris le palais et proclamé un nouveau gouvernement provisoire de la Province. Comme en 1824, le gouvernement déboulonné prend la fuite vers le Recôncavo sous la protection des notables.

Comme en 1822 et 1824, s'affrontent le Recôncavo sucrier et la ville de Salvador de Bahia. Comme en 1822 et 1824, les "Sabinos" se laissent tranquillement encercler en ville dans l'espoir que par mer, leur arrive l'ancien ami de 1824, Innocêncio da Rocha Galvão⁵⁶, exilé depuis en Amérique, avec l'aide providentielle des grands frères républicains du Nord. Comme en 1822 et 1824, pendant le siège de la ville, les rouages du sucre mettent en marche une société organisée en armes, tandis qu'en ville, la déconfiture des "Sabinos" devient scandaleuse. De même, comme en 1822 et 1824, le gouvernement de Rio intervient militairement à côté des armées du sucre, tandis que les "Sabinos" restent bel et bien seuls⁵⁷.

Pour ne pas laisser incomplet le cadre si fidèle d'une récidive, le peuple de la ville de Salvador a répondu aux appels du gouvernement rebelle afin de reconstituer l'armée populaire de Labatut, cette fois-ci exclusivement avec eux, sans les milices des notables du sucre. Aux troupes régulières insurgées, 1.960 soldats environ, se sont joints en 2ème ligne, 1.560 volontaires urbains, encadrés dans les unités suivantes: 1er, 2ème et 3ème Bataillons de Volontaires Loyaux à la Patrie, 4ème Bataillon des Indépendants Loyaux à la Patrie, Bataillon des Artisans, deux compagnies de la forteresse de "São Bartolomeu" et du "Rio Vermelho". Mais, certainement ce n'était pas fort. A l'appel du gouvernement révolutionnaire s'organise un bataillon d'esclaves créoles nommé "Les Affranchis de la Patrie"⁵⁸, composé de plus de 727 hommes sous le commandement d'un vétéran Noir

de la campagne de l'Indépendance, le major Santa Eufrása, 59.

Quand les forces de la restauration sucrière ont finalement repris la ville, malgré la résistance coriace des troupes insurgées, ils ont suivi l'ordre de combat de destruction d'un "quilombo". Il fallait définitivement détruire toute trace d'une armée majoritairement noire et mulâtre. Les officiers noirs et mulâtres, comme le major Santa Eufrása ont été tués sur place ou jetés dans les grands incendies allumés en ville par les impériaux qui ont tué au combat et exécuté 1.258 soldats et ont fait 2.989 prisonniers⁶⁰.

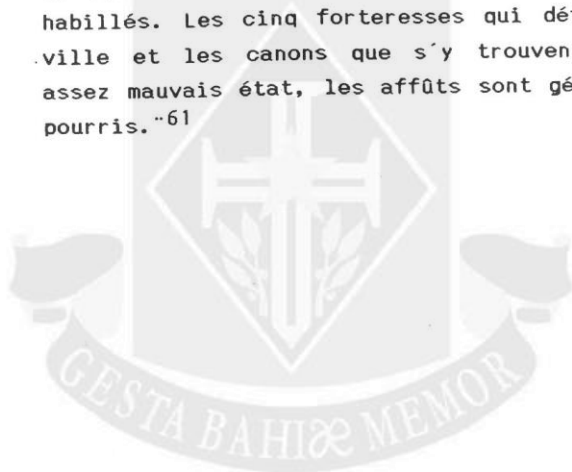
Tuer l'armée signifiait pour les notables du Recôncavo le double exploit de l'éradication du seul espace organisé à l'intérieur de l'appareil d'état où le petit peuple serait en position de contrer ou même seulement de gêner l'exercice absolu du pouvoir provincial par les notables. Sur le plan social, cela constituait aussi un frein puissant au développement des couches moyennes, de couleur, sources permanentes de pressions en faveur de l'ouverture des marchés internes des produits, du travail, de l'argent et de la terre.

En 1840, le comte Ney, de passage par Bahia, nous trace le portrait de la ville maîtrisée:

"Les riches propriétaires de l'intérieur y sont tout puissants et exercent la même influence que les seigneurs féodaux. Dix familles environ ont à elles seules 12 à 15.000 individus sous leur protection, dont elles pourraient disposer au besoin, et qui dans un mouvement révolutionnaire pourraient être d'un grand poids si elles osaient y avoir recours.

(...)

“Trois cents soldats de troupe de ligne et quatre cents permanents (gendarmes) forment la garnison de Bahia, commandée par le lieutenant-colonel Castro, officier que l’on dit actif et qui jouit d’une bonne réputation. Les officiers de ces deux corps sont blancs, et il n’y a qu’un tiers de nègres parmi les soldats. La garde nationale est de 5.000 hommes assez bien armés et à peu près habillés. Les cinq forteresses qui défendent la ville et les canons que s’y trouvent sont en assez mauvais état, les affûts sont généralement pourris.”⁶¹



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

NOTES

1 - Les africanistes Bahianais d'aujourd'hui ne voient dans cette conjoncture, marquée par des mouvements de ce qu'ils appellent la "plebe libre", que le scénario général du désordre qui a permis les révoltes esclaves qui traduisaient "les contradictions fondamentales" d'une société esclavagiste. Le plus important des historiens qui a suivi cette tendance est João José REIS, qui a publié plusieurs ouvrages, parmi lesquels les plus importants sont: A Rebelião Escrava no Brasil. A história do levante dos malês (1835), São Paulo, Brasiliense, 2a. ed., 1987 ; e A Morte é uma Festa. Ritos fúnebres e revolta popular no Brasil do século XIX. São Paulo, Companhia das Letras, 1991.

2 - Katia M. de Queirós MATTOSO. O Consulado Francês na Bahia em 1824. Anais do Arquivo do Estado da Bahia. Vol. 39, 1970. pp. 149/221.

3 - Cette chronologie a été élaborée à partir des sources suivantes: MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vols. 1, 2 et 3. Katia MATTOSO. O Consulado Francês na Bahia em 1824. Op. cit. pp. 149/221. Braz do AMARAL. História da Bahia do Império à República. Bahia, Imprensa Oficial do Estado. 1923.

4 - Lettre de Maria Bárbara à Luís Paulino:

"Bahia, 5 septembre 1823.

"A noite passada, rondando o batalhão do Imperador, caíram sobre eles outros da terra e mataram três dos rondantes, soldados pardos. O general quer se ir embora com o seu batalhão. Está desesperado, até já se demitiu do govêrno. Deus queira que não vá, pois se o batalhão se ausentar males cairão sobre esta malfadada cidade! O govêrno é, na realidade, digno, mas que há de, coitado, fazer, com tropa insubordinada e altiva? (...)

P.S. Torno a abrir para dizer-te que neste momento a cidade esteve na maior desordem. Não se ouviu, por algumas horas, senão: "Morra todo o batalhão do Imperador, morram todos os marotos". Antonio d'Oliveira Pinto da FRANÇA. Op. cit. pp. 117/118.

"La nuit dernière, une patrouille du Bataillon de l'Empereur a été attaquée par des soldats bahianais et trois soldats mulâtres de la patrouille ont été tués. Le

général (Lima e Silva) veut partir avec son bataillon. Il est désespéré, il a même présenté sa démission du gouvernement. Que le bon Dieu ne laisse pas partir ce bataillon parce que sans lui des malheurs tomberont sur notre pauvre ville! Le gouvernement est bon mais il ne peut rien contre des troupes insubordonnées et fières?

(...)

P.S. Je reprends cette lettre pour te raconter qu'en ce moment la ville est plongée dans le plus complet désordre. Pendant quelques heures on n'a entendu que des cris: - Mort au bataillon de l'empereur! Mort à tous les marotos!"

5 - A cause de sa fidélité au gouvernement de Rio, et à cause des accords passés entre le général Lima e Silva et les commerçants portugais, ce bataillon a été utilisé comme force d'interposition entre les Brésiliens insurgés et les Portugais vaincus.

6 - Lettre de Luís Paulino (le fils) à Luís Paulino (le père)

"Bahia, 14 septembre 1823.

"Pessoas malévolas inventaram que o disciplinado e excelente batalhão do Imperador passara a atacar os corpos do país. Estes, em consequência, correram aos seus quartéis, ao mesmo tempo que aquele se conservava em mangas de camisa dentro do seu abarracamento. Antonio d'Oliveira Pinto da FRANÇA. Op. cit. pp. 119/120.

" Des malveillants ont fait courir le bruit d'après lequel l'excellent et discipliné bataillon de l'Empereur aurait pris l'initiative de donner l'attaque aux corps militaires formés par des gens du pays. A la suite, de quoi ceux-ci se sont retranchés dans leurs casernes, alors que ceux-là restaient paisiblement dans leurs cantonnements".

7 - MAE/CC. Consulat de Bahia. Vol. I. fol. 334. Dépêche de J. Guinebaud. 21 septembre 1823 .

8 - Dans plusieurs de ses dépêches, le consul français présente toutes les couleurs d'un état de révolution urbaine. Dans le même sens vont les témoignages de Barbara Pinto d'Oliveira FRANÇA et de son fils Luís Paulino.

9 -La Révolution des Tailleurs a été analysée au Chapitre 2, pp 125/130.

10 - Le consul français royaliste dresse la caricature suivante de ces mécontents:

"J'affirme et j'en ai l'intime conviction, que le despotisme est populaire au Brésil, et qu'à l'exception de quelques salariés de l'Etat, militaires ambitieux, demi-savants et voyageurs revenant d'Europe, dont les motifs pour désirer des changements sont ceux qui animent tous les factieux du monde, les idées libérales que l'on cherche à propager effraient tous ceux à qui elles ne paraissent que parfaitement oiseuses". Jacques GUINEBAUD. Mémoire sur la situation actuelle du Brésil dans ses rapports politiques et commerciaux avec l'Europe et spécialement avec la France. 15 août 1825. MAE. Mémoires et documents. Brésil. Vol. 1. Fols. 207/224.

11 - Malgré de possibles exagérations dans les témoignages, l'importance de ces clubs comme forme d'organisation des notables urbains, est certaine ce que d'ailleurs confirment les historiens. La présence américaine est aussi suggérée dans plusieurs événements politiques à Bahia comme la sédition militaire de 1824, quand le leader civil présomptif du mouvement, l'avocat Innocêncio da Rocha Galvão, animateur d'un club secret de politiciens républicains prend le chemin de l'exil vers les Etats Unis.

12 - A l'occasion des mouvements rebelles du Minas, en 1789, de Pernambouc, en 1817 et en 1823, tous les républicains attendaient le secours des frères du Nord. A Bahia, déjà en 1838, les fédéralistes de la "Sabinada" ont attendu l'intervention providentielle des Américains, qui n'est d'ailleurs jamais arrivée. Stanley E. HILTON. "The United States and Brazilian Independence". In A.J.R. RUSSELL-WOOD (org.) From Colony to Nation. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press. Paulo César SOUZA. A Sabinada. A revolta separatista da Bahia. 1837. São Paulo, Brasiliense, 1987.

13 - Stanley HILTON a bien saisi cette position de neutralité active américaine:

"In Monroe's opinion, the United States would in fact best serve the Pernambucan campaign by remaining neutral. (...) Rodney recalled the president as having said, "The [South American] provinces may be well supplied, without the interferences of England, who, if we were to take an active part would immediately cut them off". Stanley E. HILTON.

The United States and Brazilian Independence. Op. cit. p. 117.

14 - En 1826, le gouvernement de la province, à la demande du consul des Etats Unis d'Amérique, constate que 7 navires négriers, propriétés de trafiquants d'esclaves bahianais bien connus, utilisaient régulièrement le drapeau américain pour leurs expéditions en Afrique. Il faut toujours souligner que, en 1826, la traite était encore officielle et il n'y avait pas tellement besoin pour les négriers d'un faux pavillon. Francisco Marques de Góes CALMON. Vida Econômico Financeira da Bahia; elementos para a história de 1808-1899. Salvador, Fundação CPE, 1978. Pp. 44/45. Dans son "Etat de Navigation et Commerce de 1833" le Consul français Marcescheau constate l'importante diminution de la navigation américaine à Bahia entre 1829 et 1831 à cause de la cessation de la traite légale d'esclaves. MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. III. Fol. 105. Déjà en 1846, pendant les dernières années de la traite clandestine, on y trouve encore des bateaux américains employés dans la traite. MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. V. Fol. 22. La présence de compagnies américaines dans la traite est aussi analysée par Luis Henrique Dias TAVARES. O Comércio proibido de escravos. São Paulo, Editora Atica, 1988. pp.134/136.

15 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. I. fols. 334 et 343.

16 - Voir le Chapitre 5, p.

17 - Il faut noter que le nouveau commandant militaire de la province, Felisberto Caldeira et quelques autres républicains sont bien présents et signent ce document. Ibidem

18 - Ibidem.

19 -

"18a. Que o governador das armas recomende, debaixo da mais restrita responsabilidade, aos comandantes dos batalhões a disciplina, e subordinação dos seus soldados, não poupando ocasião de os castigar por suas faltas, e delitos, e fazendo-os ocupar em frequentes, e aturados exercícios, único meio de os adestrar, e conter. Ata do conselho extraordinário convocado pela Câmara da Cidade do Salvador em 14 de dezembro de 1823. In Ignacio ACCIOLI. Memórias Históricas e Políticas da Bahia. Op. cit. p. 111.

Que le gouvernement militaire de la province recommande aux commandants des bataillons de prendre la responsabilité de

la discipline et de l'obéissance de leurs soldats, sans laisser passer aucune occasion de les faire châtier pour les fautes commises, qu'ils les obligent à faire de fréquents et pénibles entraînements, puisque c'est le seul moyen de les dresser et de les tenir."

20 - Ibidem.

21 - Un corps de police n'a pu être organisé qu'en février 1825, après la défaite des bataillons composés par des soldats de couleur en décembre 1824. Il a été créé avec un contingent de 238 soldats et 6 officiers et son premier commandant, le major Manoel Joaquim Pinto Pacca, ennemi juré des soldats de couleur du bataillon des "Periquitos", qui ont justement déclenché la sédition militaire pour empêcher que cet officier puisse prendre la place du major Antonio Silva Castro. Ce corps de police a été la pièce fondamentale, - à côté des milices du Reconcavo, notamment celle de la Torre, obéissant au notable Pires de Carvalho e Albuquerque, - de la répression des soulèvements d'esclaves et de la destruction des "quilombos" autour de la ville. BRAZ DO AMARAL. Op. cit. p. 13.

22 - Ce bataillon représentait bien l'héritage de Labatut. D'après Luis Henrique Dias TAVARES,

"Começava a guerra pela Independência. Naquele começo, José Antonio da Silva Castro é um dos poucos proprietários (?) que tem a iniciativa de formar um "batalhão patriótico, a princípio de 48 homens que foram aumentados em número, com a incorporação de "mulatos e libertos", tornando-se depois o 3º Batalhão de Caçadores que o general Labatut anexou ao exército..." Luis Henrique Dias TAVARES. O Levante dos Periquitos. Salvador: Centro de Estudos Baianos da UFBA., 1990. pp. 9/10.

"La guerre pour l'Indépendance commençait. Dans ces débuts, José Antonio da Silva Castro est l'un des rares propriétaires (?) qui prend l'initiative d'organiser un "bataillon patriotique", au début formé par 48 hommes auxquels se sont joints progressivement des "mulâtres et des affranchis" pour former le 3ème bataillon de Chasseurs que le général Labatut rattacha à l'Armée." Dans la note n° 20, l'auteur dit qu'il met un point d'interrogation à côté du mot "propriétaire" parce qu'il n'est pas sûr que Silva Castro en était un. Toujours d'après lui, il y a une information inscrite dans un mémoire écrit par un anonyme

qui dit que ce militaire était auparavant un conducteur de troupeaux.

Voir aussi Ignacio ACCIOLI. Op. cit. Vol. IV. p.179. Apud F.W.O.MORTON. The Conservative Revolution of Independence. Op. cit. pp. 295/296.

23 - Luis Henrique Dias TAVARES. Op. cit. p. 10.

24 - Le consul français informe que:

"Depuis ma dernière du 21 passé une conspiration ourdie par les chefs militaires des deux bataillons de la garnison, composés principalement de nègres et de mulâtres, a été déjouée au moment de son explosion. L'intention des factieux était de s'emparer du Président et du Général d'armes, de renverser le Gouvernement impérial et de se déclarer en faveur de Pernambouc et du système républicain. On devait faire par suite main basse sur les Européens portugais." MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. I. Fol. 388.

25 - F.W.O. MORTON. Op. cit. pp.295/297. Luis Henrique Dias TAVARES. Op. cit. pp. 18/19.

26 - Le consul Guinebaud rejette sur ce capitaine Macario toute la responsabilité du soulèvement. Dans une longue pièce d'accusation il dit que:

" C'est lui (le capitaine Macario) qui avait organisé l'insurrection du bataillon et ordonné l'assassinat, non seulement de ce Gouverneur, mais de plusieurs autres individus marquants. Il dispose des soldats de sa compagnie comme une troupe de Brigands; il menace maintenant son chef José Antonio lui-même.

C'est autour de ce jeune scélérat que se réunissent actuellement les anarchistes.(...) On assure que l'intention de Macario et des furibonds de son parti est d'en proclamer l'établissement sous très peu de jours et donner en récompense à leurs soldats les pillages des marchands portugais." MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. I. fols.414/415.

27 - La description des événements est bien présentée par Luis Henrique Dias TAVARES dans sa monographie "O levante dos Periquitos". Salvador, Centro de Estudos Baianos da UFBA.1990.

28 - Les insurgés ont amené à l'intérieur du Fort de São Pedro, caserne traditionnelle de l'artillerie et symbole de l'Indépendance,

l'avocat républicain Innocêncio da Rocha Galvão. Il était l'animateur d'un club secret très proche des Américains et il lui aurait été destinée la direction civile du mouvement. Il n'a jamais réussi à prendre cette direction. Luis Henrique Dias TAVARES. Op. cit

29 - Pour souligner plus encore le caractère anarchique du mouvement, Luis Henrique Dias TAVARES affirme qu'il n'existait pas de commandement de la sédition. Luis Henrique Dias TAVARES. Op. cit. pp. 27/28.

30 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Fol. 414/415.

31 - C'est encore le consul de France à Bahia qui, de sa plume, nous rapporte la position des notables bahianais d'après lesquels il est impossible d'admettre dans les rangs d'une institution de l'état, et surtout de l'institution militaire, des noirs, des affranchis ou des créoles. Leur situation sociale inférieure les pousse naturellement contre l'ordre. MAE/CCC. Consulat de Bahia Fol. 416/417.

32 - Fondée sur des analyses et témoignages qui rendent compte de l'état d'esprit d'autres provinces brésiliennes plutôt que de celui régnant parmi les élites de Bahia Katia MATTOSO dit que:

"L'hostilité manifeste des brésiliens contre l'armée régulière qui représente la force répressive du gouvernement colonial, prit, avec l'Indépendance, une ampleur toute nouvelle. Aux yeux de l'élite politique, l'armée dont les officiers supérieurs étaient presque tous portugais, s'identifiait, en effet, avec le premier empereur D. Pedro I, lui-même "Brésilien d'adoption" et d'adoption seulement. (...) La classe politique va s'employer à marginaliser l'armée. Les libéraux surtout, ne voient pas d'un bon oeil l'existence d'une force militaire disciplinée, permanente, nationale. Ils préfèrent une milice civile, une force de citoyens-soldats placés sous un commandement régional." Katia M. de Queirós MATTOSO. Au Nouveau Monde: Une Province d'un Nouvel Empire: Bahia au XIXe. siècle. Op. cit. Vol. 2. pp. 361/362.

A ce veto libéral d'autres provinces du Brésil se joint le veto bahianais qui est bel et bien conservateur.

33 - Eurípedes Simões de PAULA. A organização do Exército Brasileiro. In História Geral da Civilização Brasileira. Tomo II: O Brasil Monárquico. Vol I. O Processo de Emancipação. pp. 272/278.

34 - Katia M. de Queirós MATTOSO. Op. cit. Vol. 2. p. 362.

35 - Le cuivre était un produit indispensable à l'agro-industrie sucrière puisque normalement, chaque année, les moulins-à-sucre devaient refondre les chaudières faites dans ce métal, d'où l'abondance de ce métal partout dans le Recôncavo.

36 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 23.

37 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Fol 76.

38 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. 2. Fol. 156.

39 - Voir Chapitre 5, p.

40 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Fol. 140.

41 - Braz do AMARAL. Op. cit. pp. 32/33.

42 - Carlos Manuel PELAEZ. História monetária do Brasil. Rio de Janeiro: Ipea/Inpes. 1976. p. 55.

43 - Nom populaire de la fausse monnaie de cuivre en raison du son produit par sa manipulation.

44 - En 1er décembre 1828 le président de la province présentait son compte rendu au conseil général de la province:

" Le rachat de la fausse monnaie de cuivre qui a sauvé cette province de l'horreur de la misère, a été fait en conformité de la loi, et heureusement terminé, moyennant des mesures extraordinaires auxquelles la commission s'est efforcée de recourir. Il a été racheté au delà de cinq millions de "cruzados" (12 millions et demi de Francs.) de cette fausse monnaie, et l'on a émis en échange 200 contos de monnaie légale de cuivre, 200 contos de cédulas expédiées à Rio de Janeiro et 440 contos en crédits de la commission". MAE.Mémoires et documents. Brésil. Vol. 5 (1825/29) Fol. 298.

45 - Braz do AMARAL. Op. cit. pp. 50/51.

46 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Fol. 182.

47 - Idem. Fol. 184.

48 - Idem. Fol 183.

49 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol.2. Fol. 184.

50 -

"La loi du 18 août 1831 crée la Garde Nationale placée sous l'autorité judiciaire. En même temps, elle prononce l'extinction des corps de milices et d'ordonnances qui étaient, quant à eux, placés sous l'autorité du Ministère de la Guerre.

(...)

Le recrutement pour la Garde Nationale touche tous les "bons citoyens" libres agés de plus de 18 ans et de moins de 60 ans dont le revenu est supérieur à 200.000 réis annuels pour les provinces de Rio, Bahia, Pernambouc et Maranhão, et de 100.000 réis dans les autres provinces. C'est à dire que seuls les citoyens actifs servent comme gardes nationaux, d'où le caractère élitiste et conservateur de ce corps". Katia M. de Queirós MATTOSO. Au Nouveau Monde: Une Province d'un Nouvel Empire... Op. cit. Vol. 2. p. 365.

51 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 53.

52 - L'analyse des manifestes et des idées des fédéralistes sera faite au chapitre suivant.

53 - Le consul Français DUGRIVEL rend ainsi compte de la rébellion à son gouvernement:

"M. le Ministre,

J'ai l'honneur d'informer V. Ex. que le 7 novembre dernier un parti républicain s'est emparé d'un moment de mécontentement du corps d'artillerie de la place de Bahia pour parvenir à ses fins. Les autres troupes de ville invoqués contre ce corps, au nom d'Indépendance et de séparation de Rio de Janeiro, ne tardèrent pas à faire cause commune avec l'artillerie. Les chefs du gouvernement de la Province abandonnés par les armées et ayant précipitamment quitté la ville le même jour, les troupes entières se dirigèrent avec le peuple de Bahia à la chambre

municipale et ont rédigé un acte de séparation en déclarant la Province de Bahia ETAT LIBRE ET INDEPENDANT.(...)" MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. III. Fol. 308.

54 - Cette révolution prend le nom de ce leader: "Sabinada", la révolution de Sabino. Elle s'inscrit dans le cadre des conflits qui ont opposé plusieurs factions des élites régionales au Brésil dans une période d'affaiblissement du pouvoir central. Après l'acte d'abdication du premier empereur, Don Pedro I, étant donné la minorité de son fils, l'empereur acclamé Don Pedro II, le pays a été gouverné par différentes Régences, individuelles ou collectives, représentant des arrangements successifs entre certaines élites régionales contre d'autres qui, mécontentes, organisaient des soulèvements et des révolutions à caractère séparatiste.

55 - Le jeune héraut de la Révolution de 1820.

56 - Paulo César SOUZA. A Sabinada. A revolta separatista da Bahia (1837). São Paulo, Brasiliense, 1987.

57 - On est même tenté de retenir le jugement sévère sur les leaders républicains de Bahia que faisait le consul Français en 1826: " - Il n'y a pas parmi tous ces factieux un seul homme de talent". MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. 2 Fol. 42.

58 - Dans le décret du 3 janvier 1838, signé par João Carneiro da Silva Rego, il est décidé que:

"1º- Todo escravo nascido no Brasil, que se achar nas circunstancias de pegar em armas, se poderá alistar sob a bandeira da Independência do Estado para formar o batalhão dos LIBERTOS DA PATRIA, para o que se dirigirão ao Exmº General em Chefe, que deles mandará fazer o competente alistamento.

2º- Os proprietários de semelhantes homens serão indenizados do seu valor, procedendo-se à avaliação pela fazenda pública, a qual será também indenizada pela dedução da metade dos soldos de praça de pré de que se compuser o referido batalhão (..)" Paulo César SOUZA. Op. cit. p. 80.

1 - Tout esclave né au Brésil en conditions de prendre les armes, pourra s'engager sous le drapeau de l'indépendance de la Province pour former le bataillon des AFFRANCHIS DE

LA PATRIE. Ils s'adresseront au général en chef qui les fera inscrire sur les rôles.

2 - Les propriétaires de ces hommes recevront l'indemnité correspondant à leur valeur. L'évaluation sera faite par le Trésor Public, qui sera aussi dédommagé par la moitié des soldes des soldats de ce bataillon. "

59 - Cette estimation résulte de la simple soustraction du nombre total des prisonniers et des morts fourni par le maréchal Callado, commandant de la répression, 4.247 hommes, du nombre officiel fourni par les "Sabinos" quant aux effectifs de l'armée composée par des hommes libres, 3.520 hommes. Ibidem.


60 - A la suite du massacre de l'armée, les impériaux ont procédé à une minutieuse purge dans l'administration civile pour limoger tout fonctionnaire, surtout ceux de couleur, qui n'avait pas émigré vers le Recôncavo depuis le début de la rébellion. Cette purge a mis un terme à un processus d'ascension sociale de nombreux hommes de couleur par l'intermédiaire de l'emploi public. Idem, p. 111.

61 - MAE. Mémoires et Documents. Brésil. Vol. 7. "Rapport de Mission du comte Ney sur son voyage à Bahia. Fols. 212 et 214.



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

LIVRE IV
LE PAYS DES ESCLAVES



"Cet infâme trafic, il est pénible de le reconnaître, est le seul commerce auquel sont propres les capitalistes de Bahia, et la preuve en est convainquante puisqu'il n'est pas un seul d'eux qui ait voulu employer ses capitaux à l'exploitation des mines de diamant découvertes dans cette province. Par goût et par spécialité, ils ont tous préféré exploiter le Noir et s'occuper d'expéditions à la Côte, plutôt que d'essayer même des spéculations sur lesquelles ils pouvaient, avec toute garantie, réaliser des bénéfices noblement gagnés". 1

FUNDAÇÃO PEDRO CALMON





FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

CHAPITRE VII
LE COMBAT POUR L'ESCLAVAGE

A - Pour vaincre

Les lendemains de l'entrée en ville de l'armée brésilienne marquent le début d'une histoire sans gloire de la cité qui, en 1808, avait ambitionné de devenir la capitale de l'empire portugais mais qui, tout au long d'un demi siècle, n'a finalement pu être qu'un refuge de trafiquants d'esclaves. A partir de là, se met en route une dynamique perverse de freinage du développement d'une métropole coloniale, de façon à la faire entrer dans les limites imposées par le monde sucrier, enraciné au fond de la baie.

La crise qui s'était installée depuis 1820 dans ce complexe colonial avait libéré des forces qui le poussaient vers de profonds changements sociaux. Même les plus hardis des contemporains n'en soupçonnaient pas les contours. Dans la période qui va de 1823 jusqu'à 1851, les quelques projets et idées pour la construction d'une nouvelle Bahia, projets plus ou moins articulés, ont tous été ruinés, ou tout simplement écartés, pour rendre sa place à un ordre conservateur fondé sur les trois piliers d'une Bahia conservatrice: le sucre, l'esclavage et l'empire².

A la différence de ce que nous veulent faire croire quelques historiens, la construction de ce nouvel ordre ne s'est pas déroulée sans risques importants pour l'agro-industrie sucrière de Bahia³. Le démantèlement de l'appareil d'état portugais avait libéré des forces sociales déchaînées dont le choc en ville mettait en danger l'organisation du monde du sucre dans ce qu'il avait de plus fondamental: le maintien de l'esclavage. Il fallait, donc, dans cette nouvelle conjoncture, réimposer l'institution de l'esclavage par l'écrasement des forces sociales qui étaient en train de pousser à la désorganisation de l'esclavage et, en même temps, par la

constitution d'une volonté nationale favorable au maintien de cette institution.

L'isolement de la ville

Le principal danger venait justement de la désorganisation de la ville. Les témoignages nous rendent compte de l'intensification remarquable du déjà habituel va et vient des personnes entre Bahia et son Recôncavo⁴. A la suite de la guerre, des vagues successives de petits groupes de gents expulsés de la ville ont franchi le périmètre urbain vers les terres vides d'au delà du Recôncavo sucrier. Dans un premier moment, ils se sont éparpillés dans les nombreux refuges, hameaux et quilombos autour de la ville d'où ils étaient partis en bandes, déserteurs, marrons et brigands confondus. Au passage, ils pratiquaient le pillage des habitations, stimulant des fuites d'esclaves⁵. Ce phénomène devient alors chronique. A chaque soulèvement militaire, une vague de déserteurs s'enfonce dans les maquis avec des armes qui iront équiper ces commandos déshérités. Sont rassemblées ainsi toutes les conditions matérielles pour la dissémination du désordre vers l'intérieur: il s'agit d'une ville qui expulse ses déclassés, d'une armée qui est en voie de désintégration et, fournit des armes et des hommes entraînés dans la pratique de la violence. De nombreux refuges ont été formés à la suite de révoltes urbaines d'esclaves.

Dans toutes les révoltes noires éclatées depuis 1810, exception faite de la dernière et atypique révolution des Malês de 1835⁶, un itinéraire logique d'action armée est évident. Il cherche à briser sur place - que ce soit dans l'habitation, dans l'"armação" ou dans les magasins - les chaînes qui tiennent les gens en esclavage pour ensuite gagner le maquis, où se forment des villages de résistance plus durable - les quilombos⁷ - ou simplement des attroupements plus ou moins mouvants. C'est dans ces

endroits que se grouperont d'autres esclaves fugitifs; c'est là que les alliances seront établies avec des rebelles libres; c'est dans ces points de rencontre au fond des bois que s'opère la reconstruction culturelle de l'Afrique avec la participation de Noirs Créoles et de Mulâtres⁸.

Le "mocambo" comme partie d'une stratégie établie traditionnellement résultait, en fait, de deux impulsions fondamentales: d'abord se libérer était avant tout "sortir" de l'endroit de l'esclavage pour chercher un refuge ailleurs, dans les bois, à l'abri d'une répression certaine; ensuite, ce refuge était une escale vers une destination imaginaire et inabordable - l'Afrique. Ce n'est pas un hasard si la première rébellion de 1807 avait en pour but de prendre possession des navires mouillés dans le port pour retourner vers l'Afrique. Egalement, dans la dernière grande rébellion du cycle, en décembre 1828, ce même objectif revient. Quinze jours avant Noël, à la suite de châtiments imposés par des contre-mâîtres, des esclaves se sont soulevés dans deux habitations à l'intérieur du Recôncavo, dans la ville de Santo Amaro. Après avoir tué le contre-maître tortionnaire, ils ont été battus par les troupes et emprisonnés. Sous la torture, ils ont confessé un vaste plan de rébellion. Les teintes esclavagistes du consul Français Guinebaud nous rendent compte de ce rêve des insurgés:

"Le plan était conçu sur une échelle de circonscription plus vaste que d'ordinaire. Les moyens étaient l'incendie des habitations et le meurtre des blancs. Son but était fort vague et tel qu'on peut attendre de stupides nègres dont les uns croient pouvoir retourner dans leur pays par terre et dont les autres ne peuvent étendre leurs calculs au delà des deux combinaisons primitives: la massue et la fuite"⁹

Tous ces rêves évanouis, n'arrivant nulle part en Afrique, les rescapés des révoltes, des quilombos détruits, des régiments démobilisés finissaient par suivre tous le même chemin, passant par le Reconcavo sucrier, vers le nord qui mène au "sertão" et vers la province voisine de Sergipe. C'est également le chemin par lequel passe la révolte qui se manifeste dans plusieurs habitations de cette province¹⁰.

Ainsi, plutôt qu'une guerre pour en finir avec l'esclavage, dans le sens d'une révolution sociale qui pourrait aboutir à un résultat analogue à celui de Saint Domingue où s'était produit l'affrontement entre les maîtres d'esclaves d'un côté et des esclaves "africains" de l'autre, dans les sillons de cette transhumance, a débordé vers le Recôncavo sucrier l'état généralisé de désordre régnant en ville. Plusieurs phénomènes, à la fois articulés et isolés peuvent s'y distinguer: le marronnage, les révoltes esclaves, le banditisme rural, l'insoumission militaire et le simple vagabondage. Cela portait une atteinte évidente à l'ordre de fer de la chaîne du sucre. L'action répressive se déroule donc de façon à écraser à la fois toutes les sources des troubles. Par la mobilisation générale des milices commandées par les notables du sucre le pouvoir provincial entreprend la destruction progressive des corps militaires dont le siège est en ville afin de supprimer la source des déserteurs. Avec ces mêmes forces, le vicomte de Camamu entreprend une vaste action de nettoyage des chemins, pourchassant vers l'intérieur les bandes errantes. En même temps, il développe un plan global pour mobiliser les forces de police récemment créées dans la capitale ainsi que des milices du Recôncavo pour réprimer les soulèvements localisés dans les sucreries et dans les plantations¹¹. Finalement, pour couper toute liaison entre les soulèvements en ville et le monde sucrier, il entreprend le défrichage de plusieurs bois autour de la ville, bois usuellement

utilisés comme refuge¹². Ces mesures se sont avérées payantes pour la répression des soulèvements. En 1830, à l'occasion d'une autre révolte, les troupes de police ont pu poursuivre rapidement les insurgés jusqu'à l'orée des bois, pour les écraser sans pitié. Un jeune commerçant français, qui deviendra quelques années plus tard le gérant du Consulat de France de Bahia, nous en donne un témoignage personnel:

"Il arrivait quelquefois que ces nègres [exposés en vente dans les magasins des négriers], lorsqu'ils recevaient de leurs surveillants plus de mauvais traitement que de nourriture, se révoltaient, brisaient les portes, entraient dans des magasins d'armes dont ils se saisissaient, et tuaient à tort ou à droit ceux qui s'opposaient à leur passage. On mettait à leur poursuite quelques détachements de troupes qui les traquaient dans les bois et les tuaient comme des bêtes féroces. J'ai vu cela"¹³.

A ce moment se complète ce re-encerclement de la ville, qui d'ailleurs existait avant la crise de l'indépendance. Ainsi, les mouvements subséquents de 1831, 1833, 1835 et 1837/38, resteront des mouvements urbains, coupés de toute communication avec l'intérieur, sans danger pour les habitations sucrières du fond de la baie.

B - Pour convaincre

Toutefois, le seul rétablissement de l'ordre interne dans le monde du sucre par l'isolement du foyer de rébellion que demeurait la ville de Bahia et par l'écartement de tout danger de soulèvement esclave, ne suffisait point pour assurer le maintien de l'institution servile. En fait, elle était menacée sérieusement sur deux autres fronts sur lesquels il a fallu que les notables livrent un combat acharné contre des adversaires encore plus puissants qu'eux. En effet, il ne s'agissait plus de

vaincre des marrons mais de convaincre l'ensemble des notables du pays et du peuple libre de la ville de Bahia de la nécessité du maintien de l'esclavage.

Sur le plan national, ces notables de Bahia comptaient sur l'opposition de quelques oligarchies régionales du Brésil. Historiquement concurrentes, elles se permettaient alors, de soutenir des propos anti-esclavagistes. Au Nord, le courant républicain de ces élites de Pernambouc qui, à l'époque, menaient leur province à la rébellion contre le régime monarchique récemment installé à Rio de Janeiro. Elles manifestaient depuis longtemps une position de rejet discret sur le problème du maintien de l'esclavage¹⁴. En 1817, à l'occasion du soulèvement de la province contre le roi Jean VI, elles avaient déjà fait un geste à l'égard des esclaves. Elles avaient appelé dans les rangs des forces insurgées des esclaves nés au Brésil en échange de leur affranchissement. Ce genre d'affranchissement a été pratiqué en Amérique Espagnole et à Bahia pendant la guerre de l'Indépendance, mais il n'avait de valeur que pour l'honneur des républicains¹⁵. Comment, en réalité, toucher l'institution de l'esclavage par la libération éventuelle de quelques centaines de combattants dont une bonne partie, fatalement, tomberait au champ d'honneur, quand 40 000 mille nouveaux captifs étaient introduits chaque année au Brésil?

C'est bien du Sud du Brésil, de São Paulo, que se lève une voix d'opposition contre le maintien de l'esclavage. A l'écart des centres les plus importants de l'économie coloniale, cette région s'est toujours privée de l'utilisation de la main d'oeuvre esclave venu d'Afrique pour utiliser plutôt une main d'oeuvre indigène¹⁶. A l'occasion de la convocation des "Côrtes" à Lisbonne, en 1820, les députés paulistes étaient porteurs d'une proposition formelle portant sur l'esclavage. Elle était le résultat de délibérations prises dans les conseils

municipaux des villes de cette province et, déjà à l'époque, prévoyait l'émancipation graduelle des esclaves et l'adoption de mesures pour contraindre des maîtres d'esclaves qui imposaient aux captifs un traitement inhumain comme si ces esclaves étaient des bêtes fauves¹⁷.

Au moment de l'installation de l'assemblée constituante brésilienne en avril 1823, le député pauliste, ex-ministre, ex-conseiller de l'empereur aux moments les plus difficiles de l'Indépendance, et grand-maître de la loge maçonnique "Grand Orient" du Brésil¹⁸, José Bonifácio de Andrada e Silva, avait rédigé une "Représentation à l'Assemblée Générale Législative de l'Empire du Brésil à propos de l'Esclavage" qui s'orientait, elle aussi vers une émancipation graduelle. Ce projet n'a jamais été discuté par la chambre qui a été dissoute dès novembre 1823. Avec d'autres députés son auteur a été arrêté et exilé. Une copie de ce document a été sauvée par José Bonifácio et imprimée à Paris pour servir à la propagande pour l'abolition de la traite de Noirs¹⁹. Même s'il n'a eu aucune suite législative, ce rapport représente fort bien l'opinion libérale de l'époque, à propos de l'esclavage au Brésil.

Les Français se sont intéressés au débat portant sur l'esclavage au moment de la formation de la Nation brésilienne. De 1814 à 1834, les diplomates français en place au Brésil rapportent au ministère des affaires étrangères les idées et les sentiments des élites brésiliennes bénéficiaires du régime esclavagiste, d'une manière franchement favorable à l'esclavage²⁰. En 1814, le consul Français à Porto, M. Jacques Guinebaud écrit un long mémoire - Réflexions sur l'état du Brésil - pour conseiller son ministère sur la politique à adopter par rapport au Brésil où règne, alors, un monarque portugais. Le 25 Janvier 1826, ce même diplomate, devenu consul à Bahia, remet une dépêche contenant le résultat

d'une enquête menée auprès des maîtres de moulin de l'intérieur du Recôncavo à propos de la cessation de la traite, objet de tractations entre le gouvernement brésilien et le gouvernement britannique. Le 1^{er} Août 1827, le marquis de Gabriac, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Roi de France au Brésil, rédigeait un long mémoire, Note sur le traité du 23 Novembre 1826 entre l'Angleterre et le Brésil, relativement à l'abolition de la traite des Noirs. Vers 1833/34, une note interne²¹ - non signée - du département des affaires étrangères, définissait la position française à propos de la question.

Cette solidarité française vis-à-vis des maîtres d'esclaves trouve son explication dans les textes eux mêmes. Tout au long de cette période, la diplomatie française mènera une opposition obstinée à l'hégémonie exercée par l'Angleterre sur les flux internationaux du commerce. Cette résistance apparaît encore plus nette en ce qui concerne la pression anglaise contre la traite d'esclaves Africains. Là-dessus, la solidarité avec les Brésiliens reflète l'identité des intérêts du régime établi en France après la Restauration. Il s'agit de relever la production coloniale de sucre aux Antilles qui a basculé avec la Révolution à Saint Domingue. Cette reconstruction a été, elle aussi, fondée sur le travail esclave jusqu'en 1848, quand intervient l'abolition de l'esclavage aux colonies françaises.

Ainsi, la confrontation des idées de ces divers documents, que sont, la "Représentation" de Bonifácio et les divers documents qui rapportent les idées soutenues par les défenseurs de l'esclavage, nous permettra, d'une part, de reconstituer un débat de société qui touchait le corps et l'âme d'une nouvelle nation; d'autre part, il sera possible de dégager quelques paramètres mentaux qui cadreront le débat sur l'abolition de l'esclavage jusqu'à la fin du siècle.

L'esclavage et la Nation

Le texte préparé par José Bonifácio s'adressait à une assemblée constituante dont la mission serait de donner forme aux institutions politiques d'une nation brésilienne en train de se créer dans un moment où les différences entre les sociétés régionales semblaient pousser ce soi-disant empire brésilien au démembrement. Le député pauliste, fidèle à la position soutenue par le groupe parlementaire de sa province toujours attaché à l'idée d'un grand empire unifié lusophone en Amérique, établit tout de suite la liste des aspects négatifs de l'esclavage pour la consolidation d'une jeune nation et pour son acceptation dans les rangs des nations "de sang européen" et "civilisées"²².

Se débarrasser de l'esclavage était d'abord se distinguer de la nation portugaise, si détestée dans ces temps de séparation. Aucune nation n'aurait autant péché contre l'humanité par la création et le développement des marchés d'esclaves dans le monde²³. Refuser cet héritage était un impératif moral qui devait redonner sa place à la Nation Brésilienne devant l'opinion internationale²⁴. Pour conjurer cet héritage, un exemple à suivre: celui du généreux peuple Anglais, vrai Chrétien et Philanthrope qui avaient aboli la traite dans ses colonies et menaient, à présent, au Parlement, la lutte pour l'abolition progressive de l'esclavage dans son pays.

Cette tache maculait le visage de la nation. De plus l'esclavage constituait un danger insurmontable à la consolidation de cette nation. Il était impossible, disait-il, de constituer une nation homogène sans mettre fin à une telle hétérogénéité physique et civile. D'après Bonifácio, les différences de couleur des peaux et les différences de civilisations rendaient impossible le

développement d'un minimum de solidarité entre des groupes sociaux si antagonistes²⁵. Dans le cadre de l'esclavage du Blanc contre le Noir, il serait même impossible d'espérer une proximité personnelle entre maître et esclave, comme aux temps de l'Antiquité gréco-romaine où s'établissaient des rapports d'amour entre les bons maîtres et les bons esclaves²⁶. Seule, l'émancipation progressive et le métissage pourrait diminuer cet écart et créer les conditions de civilisation et de christianisation de ces gens.

L'hétérogénéité civile était un autre obstacle insurmontable au développement des sentiments de solidarité nationale. L'esclave, être humain injustement réduit à la perpétuité dans son état de captivité, sera toujours un révolté contre des maîtres et, donc, une source permanente de troubles tendant au déchirement du tissu social²⁷. Cela constituerait une faiblesse congénitale pour une nation qui, d'un jour à l'autre, en cas de guerre, ne pourrait plus compter ce million d'esclaves que comme ennemis²⁸. Ainsi, pour construire la nation brésilienne, il fallait tout de suite arrêter l'entrée massive dans le pays des Africains barbares et, après, il fallait digérer progressivement les différences à l'intérieur de la société, de façon à arriver à un point minimum d'homogénéité²⁹.

Pour les défenseurs de l'esclavage, il était fort difficile de convaincre l'ensemble de la société politique qu'il était convenable de soutenir une nation fondée sur l'esclavage. Néanmoins, des erreurs dans la négociation de la convention sur l'abolition de la traite ont produit l'effet pervers de permettre aux notables de conduire la construction de l'identité nationale brésilienne, justement dans l'affrontement contre l'Angleterre pour maintenir la traite des esclaves.

L'histoire de la pression anglaise pour l'abolition de la traite est fort connue. Depuis l'imposition du blocus continental en Europe, le gouvernement britannique s'était donné pour tâche l'abolition de la traite des esclaves vers les Amériques. Au début du XIXe, les deux directions de la pression britannique étaient l'Espagne et le Portugal, deux empires en pleine désagrégation. Les Anglais jouaient avec la reconnaissance des provinces rebelles comme moyen d'obtenir des traités, d'interdiction de la traite soit des métropoles, soit des nouveaux pays indépendants. Dans le cas du Portugal, ils avaient déjà imposé des traités en 1810, 1815, 1817, sans pour autant parvenir à des résultats.

Tableau I

Estimation du nombre d'Africains débarqués au Brésil. 1806/1825.

1806/1810	123 500	100
1811/1815	139 400	112
1816/1820	188 300	152
1821/1825	181 200	146

Source: Herbert KLEIN, Tráfico de Escravos, Estatísticas Históricas do Brasil. Séries estatísticas retrospectivas, Fundação Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, Rio de Janeiro: IBGE, 1986. P. 58.

Le moment de la reconnaissance de l'empire brésilien nouveau-né par le gouvernement britannique était donc un moment aisé pour porter la question à la table de négociations. Ce n'est pas un hasard si le grand négociateur de l'empire brésilien auprès du Foreign Office était justement le maréchal Felisberto Caldeira Brandt Pontes, devenu marquis de Barbacena, un dur de l'esclavage³⁰. Son exploit a été d'empêcher que la reconnaissance de l'empire brésilien auprès de la toute puissante Angleterre soit conditionnée immédiatement par l'interdiction de la traite africaine. La prorogation obtenue, la pression continue cependant. Brésiliens et

Anglais entament alors des négociations pour la signature d'un traité spécifique portant sur ce sujet³¹. Le 23 novembre 1826, ils sont parvenus à un texte qui sera ratifié 4 mois plus tard. D'après cette convention il était arrêté que:

1 - A l'expiration de trois années, à partir de l'époque à laquelle l'échange des ratifications du premier traité aura lieu, il ne sera plus permis, sous aucun prétexte, aux sujets de l'Empereur du Brésil, de prendre part, d'une manière quelconque, au commerce des esclaves sur la côte d'Afrique, et toute opération ayant ce commerce pour objet, entreprise par des sujets de Sa Majesté Impériale, sera considérée et punie comme un acte de piraterie;

2 - S.M. le Roi du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, et S.M. l'Empereur du Brésil, jugeant nécessaire de déclarer les engagements qui les obligent à établir des règlements pour ledit commerce jusqu'à son abolition définitive, conviennent par les présentes, d'adopter et de renouveler, comme s'ils étaient insérés mot à mot dans la présente convention, les divers articles et dispositions des traités conclus entre Sa Majesté Britannique et le Roi de Portugal à ce sujet le 22 janvier 1815 et le 28 juillet 1817 ainsi que les divers articles explicatifs ajoutés à ces traités qui seront appliqués immédiatement;

3 - Il sera créée une commission mixte composée par des sujets de Sa Majesté Britannique et de Sa Majesté l'Empereur du Brésil pour l'application de cette convention;

4 - la ratification de la présente convention se fera dans les 4 mois suivant la date de sa signature.

Cette convention traduisait en fait l'extrême disproportion de forces entre les deux parties. Et c'est précisément cette évidence qui sera utilisée habilement par les maîtres de moulin pour la rendre absolument inefficace.

Tout d'abord, les négociateurs brésiliens ont tout fait pour démontrer publiquement leur extrême pusillanimité pendant les négociations face à l'extrême arrogance des Anglais³². Le Ministre brésilien des Affaires Etrangères, lui même, a absolument voulu rapporter à l'Assemblée brésilienne, d'une façon apparemment naïve, toute la pression exercée par Mr. Gordon, le négociateur anglais³³.

S'est alors déchaînée une campagne au parlement et dans la presse pour dénoncer l'humiliation imposée par les Anglais et pour soutenir, en fait, les droits souverains du Brésil au trafic des esclaves. Au parlement, par exemple, le député Clemente Pereira proclamait que, déclarer, dans une convention internationale, crime de piraterie, la continuation de la traite et reconnaître à un gouvernement étranger le droit d'établir une législation nouvelle, de déterminer une peine et de l'appliquer lui même au moyen de commissions mixtes, était une usurpation manifeste de la puissance législative brésilienne, une attaque à la constitution et aux droits qu'elle consacre et une violation de l'honneur et de la dignité d'une Nation indépendante³⁴.

Cette manoeuvre de la diplomatie de l'esclavage a eu trois conséquences qui marqueront pour toujours la Nation brésilienne: l'appropriation par les élites de la construction de l'idée de Nation; la séparation entre la Nation et l'Etat et l'illégalité érigée en norme sociale.

Jusqu'à présent, l'idée de la Nation brésilienne était construite par opposition militante à l'ancienne patrie mère, la Nation Portugaise. La lusophobie permettait la verticalisation d'un discours idéologique national vis-à-

vis du petit peuple des provinces brésiliennes, Bahia comprise. C'était d'ailleurs le discours des libéraux radicaux et des républicains qui touchait mêmes les esclaves. L'anglophobie, à son tour, appelait les Brésiliens à la solidarité contre un nouvel ennemi, espèce de Goliath tout à fait étranger par la langue, par les habitudes, par la religion. Cependant, l'appel à l'alliance des "petits David" ne concernait que les intéressés à l'esclavage, tous les autres en étaient exclus.

Un deuxième aspect est la séparation pragmatique qui se fait entre la Nation et l'Etat. A Bahia, par exemple, le renforcement progressif des notables du sucre, toujours maîtres dans le Recôncavo d'une structure sociale hiérarchique figée et en train de s'imposer comme de nouveaux seigneurs aux hiérarchies urbaines hétéroclites, permettait à ces notables de constituer les instances d'un pouvoir réel à l'extérieur et au dessus de la bureaucratie de l'Etat. Ils y formulaient la volonté de la Nation. De l'autre côté, en ville, se développe une bureaucratie d'Etat, sous contrôle et avec la participation de ces notables. Elle joue le rôle d'un pouvoir écran, fait semblant de prendre des décisions et d'appliquer les lois, "pour en faire voir à l'Anglais", en somme, comme le dit l'expression familière, pour les "mener en bateau"³⁵.

Ainsi, on assiste à la parfaite coordination des actions menées par le marquis de Barbacena et par d'autres Bahianais, "grands de l'empire", qui signent la convention et qui s'engagent à l'appliquer avec la ferme décision des notables du sucre de ne pas prendre au sérieux toute cette paperasse et de continuer, en pirates, le trafic avec la Côte de l'Afrique. Cela équivaut à une pratique ostensible de simple mépris de tout ordre juridique³⁶.

Le travail: qui en veut ?

La jeune Nation brésilienne devait s'appuyer sur une société renouvelée, dont étaient finalement aussi imprécis les contours, que certaines légendes de Prométhée et de Dionysos. Abolir la traite des esclaves touchait aux fondements d'une civilisation fondée sur le rêve des conquérants de la suppression du châtement d'Adam: qui était de rêve gagner le pain de ce jour par le travail. Une caricature dressée par les Anglais le remarque fort bien:

"Le Blanc est né pour commander et pour se reposer, et le Noir pour obéir et pour travailler.

ou encore:

" Puisque le Blanc est né pour le commandement et le Noir est né pour l' absolue obéissance, celui-ci ne peut exister que comme machine, comme esclave, et l'autre sera naturellement leur maître; or, si le Blanc s'avilit dans le travail, il faut que le Noir accomplisse son devoir de travailler pour faire vivre le Blanc³⁷."

A partir de ce point du débat, les langages sont absolument différents. José Bonifácio pose la question de la cessation immédiate de la traite et de l'abolition graduelle de l'esclavage dans le cadre d'un projet libéral de société où tous les hommes seraient porteurs de droits et individuellement responsables de la production de la richesse nationale.

Fidèle aux idées libérales de son temps, il fait appel à un certain droit naturel chrétien pour livrer combat contre la construction théorique la plus solide de l'esclavagisme brésilien qui était la notion de propriété de l'esclave, fondée sur l'ancien droit romain et garantie par la législation civile portugaise toujours en

vigueur. La reproduction d'un long extrait de son projet le montre bien :

" Ne vous faites pas des illusions, Messieurs, la propriété a été sanctionnée pour le bien de tous les hommes, et quel bien donc emporte l'esclave de la perte de tous ses droits naturels, et de "passer de l'état de personne à l'état d'objet", dans les mots de Jurisconsultes? Alors, ce n'est pas le droit de propriété qu'ils veulent assurer mais c'est bien le droit de la force, puisque un homme, n'étant pas une chose, ne peut pas être l'objet du droit de propriété. Si la loi doit assurer le droit de propriété, elle doit plutôt garantir la liberté personnelle des hommes qui ne peuvent pas être propriété d'autrui sans porter atteinte aux droits de la Providence qui a créé des hommes libres et pas des esclaves; sans porter atteinte à l'ordre moral des sociétés qui n'est que l'exécution stricte de tous les devoirs prescrits par la Nature, par la Religion, et par la saine Politique"³⁸.

Il ne faut pas oublier que ce débat à propos de la propriété esclave a divisé à jamais les élites brésiliennes. Même après l'abolition totale de l'esclavage, intervenue en 1888, de nombreux groupes de maîtres d'esclaves de Bahia dépossédés étaient sur le point de voir reconnu par la justice brésilienne ce droit de propriété esclave, afin de pouvoir être indemnisés. Pour effacer complètement cette notion, il a fallu un coup de force mené par le gouvernement républicain provisoire en 1890. Il a fait brûler tous les documents de douanes et tous les cadastres d'esclaves destinés aux impositions fiscales, de façon à détruire toutes les preuves de ce droit³⁹.

La suite logique de cette "humanisation" et individualisation de la personne mise en esclavage était la reconnaissance des "droits individuels de l'esclave".

Dans le corpus de la loi proposée, plusieurs articles portent sur ces droits:

a) Dans les articles V et VI, il propose le droit pour tout esclave de demander son propre affranchissement par achat.

b) Les articles IX et XX sont consacrés aux droits de l'esclave à la famille. Il sera interdit aux maître de vendre un esclave marié séparément de sa femme et des enfants mineurs de moins de 12 ans et également de vendre la femme esclave non mariée sans ses enfants du même âge. Finalement, le maître n'aura plus le droit d'empêcher le mariage d'un esclave avec une femme libre ou avec une de ses esclaves. Dans l'article XI, il sera même assuré un certain droit de famille aux enfants esclaves résultant du concubinage d'une esclave avec son maître. En ce cas, le maître sera obligé d'affranchir la femme et les enfants et il sera obligé également de prendre en charge l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de 15 ans.

c) Dans l'ensemble des articles qui traitent de la limitation du droit de punition exercé par les maîtres contre leurs captifs, on essaye d'attribuer à n'importe quel esclave le droit de porter plainte en justice contre son maître en raison de traitements cruels. En ce cas il pourra demander à changer de maître ou même à être affranchi quand le châtement aura été responsable de mutilations.

d) Il est demandé pour les esclaves le droit de gestion de leur propre pécule.

Malgré le caractère graduel de ce projet, la reconnaissance d'un noyau de citoyenneté esclave revenait en fait à un revirement sur la nature privée de l'esclavage, incorporé désormais dans le domaine du droit public. Ainsi, toute relation seigneur esclave serait

objet de la médiation de l'état, soit directement par l'autorité judiciaire, soit par des conseils spécialement constitués⁴⁰. Ainsi replacé, l'esclavage devenait objet d'une politique d'Etat, soit dans le domaine de la réglementation de la relation de travail esclave, soit dans la formulation de réformes économiques générales.

L'intervention de l'Etat dans les relations de travail des esclaves était prévue justement pour alléger d'abord la contrainte personnelle exercée par le maître sur le travailleur captif. Le point le plus dramatique était la punition par des châtiments physiques imposés, par les maîtres à leurs esclaves. D'après ce projet, ce genre de punition serait déplacé du domaine de l'exercice plein de la volonté du propriétaire sur l'objet dont il est propriétaire vers le domaine d'un certain droit pénal à être exercé par l'autorité judiciaire⁴¹. Cette intervention se ferait aussi pour alléger la pénibilité du travail esclave, dans l'intérêt de la procréation et, donc, d'une reproduction interne d'une main d'oeuvre encore en esclavage⁴².

Dans le domaine d'une vaste réforme de l'économie du nouvel empire, José Bonifacio ne cache pas ses intentions. Il propose, en fait, un projet anti-sucrier dans la mesure où il n'épargne pas les critiques vis à vis de l'agriculture brésilienne. Il s'adresse à l'agro-industrie sucrière, responsable de l'épuisement des terres et de la destruction de l'environnement. A sa place, il prévoit un modèle économique capable de stimuler la diversification de la production agricole et de rendre possible l'ouverture de la frontière agricole. A l'article X, est énoncée l'esquisse d'une vaste réforme agraire par l'intermédiaire de la distribution de petites "sesmarias" à tout homme de couleur affranchi qui n'aurait pas un métier ou une occupation définie⁴³.

Cette mesure serait capable de faire éclater la chaîne du sucre qui avait survécu jusqu'alors grâce à la stricte fermeture de vastes espaces cultivables au delà du Recôncavo, ce qui lui réservait d'ailleurs l'utilisation exclusive des ressources humaines et de capital disponibles dans la province⁴⁴. En ce qui concerne la proposition d'ouverture de la frontière agricole, ce projet ne se fait pas en "solo" à son époque. Quelques autres voix se feront encore entendre à Bahia.

A plusieurs reprises, la question de l'expansion de la frontière agricole a été posée. La législation foncière portugaise était encore en vigueur au Brésil. Elle était fondée sur la notion de l'occupation effective des terrains et sur la donation des "sesmarias" à ceux qui seraient en condition de les occuper productivement. D'ailleurs, sur cette même base juridique s'était constitués l'agro-industrie sucrière et les grands latifundia des conquérants du "sertão". Il était donc temps de l'utiliser pour faire accéder à la possession de ces vastes glèbes, des contingents dont la force de travail était en excédent dans la ville: soldats au chômage, hommes libres de couleur sans espoir d'ascension sociale et esclaves objets d'une émancipation progressive.

C'est cette sorte de réforme agraire que prônaient les insurgés, à l'occasion du soulèvement fédéraliste de 1833. Dans l'article 19 du manifeste du 27 avril 1833, il était proposé d'abolir les majorats et de redistribuer ces propriétés parmi les héritiers légitimes; en l'absence de ceux-ci était proposé, leur morcellement au bénéfice des "Brésiliens qui s'étaient distingués au service de la patrie", c'est à dire, les militaires. Dans le paragraphe suivant, était proposé à l'Assemblée Provinciale, la fiscalisation de l'utilisation effective des terres distribuées, et la mise à disposition de ces agriculteurs de fonds publics - soit du Trésor Public,

soit de la Banque de la Province - pour financer la mise en valeur de ces propriétés⁴⁵.

A côté des manifestations de mécontentement urbain, il y a des traces de revendication, aussi dans le sens de l'ouverture de la frontière agricole. Elle sont formulées par une voix venue d'au-delà du Recôncavo. En août 1832, le botaniste Antonio Moniz de Souza⁴⁶ s'adressait à l'Assemblée Nationale pour demander des providences contre ceux qu'il traite d'hommes avarés qui:

"...s'étaient appropriés les meilleurs et les plus vastes terres, et parfois par des moyens illégitimes, qui ne les cultivent pas ou qui ne les laissent cultiver que sous des conditions absolument défavorables pour le pauvre agriculteur"⁴⁷.

Au sujet de l'expansion de la frontière agricole, il est intéressant de noter que l'auteur garde des réserves évidentes à l'égard de la colonisation étrangère. Depuis le règne de Jean VI, pendant lequel ont été signés les traités avec l'Angleterre en 1810, 1815 et 1817, l'abolition de la traite était liée à des projets de colonisation étrangère⁴⁸. Toutefois on pensait que, sans l'abolition de l'esclavage, la colonisation agricole étrangère ne pourrait jamais parvenir à ses objectifs de peuplement et de dissémination de pratiques agricoles modernes, les travailleurs immigrés blancs, dans un pays bourré d'esclaves, finissaient par devenir, eux aussi, maîtres d'esclaves et concurrents des notables dans l'appropriation des terres et des esclaves⁴⁹.

Situé alors dans le courant d'opinion qui souhaitait une réforme économique tout à fait compatible avec la pensée et les pratiques libérales de son époque, l'auteur de ce projet exhortait tous les membres de la Nation Brésilienne à prendre en charge individuellement la production de la richesse nationale. Pour ce faire, il

fallait d'abord nettoyer la jeune Nation du pire des péchés sociaux, la fainéantise, d'où découlait la détérioration morale qui minait la base de la société, n'épargnant même pas l'Eglise⁵⁰. Le prix de la liberté des uns était le travail de tous pour le bien du Brésil. L'appel prométhéen ne pouvait être plus éloquent:

" La nature a tout fait pour nous, et nous, par contre, n'avons rien ou peu fait pour la nature. Nos terres sont abandonnées, et le peu que nous avons utilisé reste mal cultivé parce que travaillé par des bras indolents et assujettis; nos mines, par le manque de travailleurs actifs et instruits, restent méconnues ou mal exploitées; nos précieuses forêts sont en train de disparaître, victimes du feu et de la hache dévastatrice de l'ignorance et de l'égoïsme; nos monts et nos versants deviennent chaque jour plus arides et, un de ces jours, nous manqueront les pluies fécondantes qui feront pousser la végétation et qui alimenteront nos fontaines et nos rivières. Sans tout cela, en moins d'un siècle, notre beau Brésil sera réduit à des déserts comme ceux de la Libye. Ce sera le jour (le jour terrible) de la vengeance de la nature pour toutes les erreurs et les crimes commis. Eh bien!, Législateurs de ce vaste empire du Brésil, il est temps de se réveiller de ce sommeil profond depuis des siècles"⁵¹.

C - La morale de l'esclavage

A l'extrême opposé, les défenseurs de l'esclavage tenaient un langage tout à fait différent. La société qui leur convenait n'était pas compatible avec une telle universalisation des droits individuels qui était la base des sociétés en train de se développer dans l'Europe Occidentale. Le société à laquelle ils appartenaient était fondée sur un système de privilèges et d'exclusions, par lequel les groupes sociaux les plus

proches de l'héritage des colonisateurs étaient épargnés de tout effort physique⁵².

Au moment où les pressions venues de l'extérieur et des projets comme celui de José Bonifácio, annonçaient que la fin prochaine de la traite africaine obligerait forcément à une redéfinition de la division sociale du travail, il fallait réaffirmer les droits de la conquête.

Au droit naturel des libéraux, les conservateurs de l'esclavage opposaient le naturalisme comme fondement. La grande raison présentée était l'incapacité naturelle de la race blanche de supporter le travail sous les tropiques, surtout les travaux les plus pénibles. Ils jouaient à l'époque sur quelques évidences qui paraissaient concluantes. Les diplomates français s'exclamaient :

" Il faut n'avoir jamais senti le soleil du Brésil pour s'imaginer que des Européens puissent labourer, semer ou planter en le recevant d'aplomb sur leurs épaules et sur leurs têtes⁵³ .

Cette évidence s'appuyait sur l'échec de quelques expériences de colonisation étrangère au Brésil depuis 1808. Elle constituait justement des timides essais de remplacement progressif de travailleurs agricoles noirs par des travailleurs agricoles d'origine européenne. Etait même rapporté l'échec de l'acclimatation de journaliers venus des îles atlantiques, par principe plus aptes que les Européens pour supporter la chaleur tropicale⁵⁴.

De fait, à Bahia, les résultats ne semblaient pas très brillants. En 1818, une première colonie, composée par des immigrés allemands et par des soldats brésiliens, a été établie au Sud de la Province, aux bords du fleuve Salsa. Déjà en 1823, cette colonie appelait le

gouvernement provisoire à son secours. En 1827 sa rapide disparition était déjà constatée, l'échec a été attribué à la mauvaise qualité des immigrants choisis⁵⁵.

En 1818 encore, le consul hambourgeois Pedro Peyckr et les naturalistes Freyreiss et Morhardt, associés aux Suisses Abrão Laughan et David Pache, ont créé à l'extrême Sud de la Province de Bahia, la Colonie Leopoldine destinée à la plantation du café. Elle s'est vite développée, sans aucune aide de l'Empire, par l'adoption du travail esclave. Trente ans après, cette colonie comptait 38 habitations, 40 propriétaires étrangers, 130 blancs employés et 1.267 esclaves. Dix ans plus tard encore, le nombre d'esclaves avait presque doublé et atteignait 2.000 environ. Cette colonie ne disparaîtra qu'en 1888, le jour après l'Abolition, par l'abandon massif de tous les anciens esclaves. Cette réussite s'inscrivait dans le sens des propos esclavagistes: des blancs uniquement, pour des fonctions de commandement⁵⁶.

En 1822, 28 couples allemands, 161 personnes en tout, se sont établis en colonie à São Jorge dos Ilhéus, dans l'ancienne capitainerie située au sud de la province. Ils étaient boulangers, horlogers, tailleurs, charpentiers et forgerons. Ils avaient apporté des outils et de l'argent et sont devenus très rapidement propriétaires d'esclaves et de plantations de cacao⁵⁷.

Le dernier essai colonisateur de cette période a été entrepris en 1828. Sur le littoral Sud, proche du Reconcavo, a été créée la Colonie "Santa Januária". De bonnes terres ont été choisies et le gouvernement de la province a envoyé sur place les équipements nécessaires au démarrage de la colonie. Ont été importés 222 Irlandais de Rio de Janeiro. Très vite, ces immigrants ont tout vendu et se sont dispersés dans la Province⁵⁸.

C'est bien inutilement que le député José Bonifácio donne comme exemple de développement de plantations de canne la Chine, les Indes et la Cochinchine pour montrer qu'une population, autre que la noire, était capable de survivre à des tâches pénibles sous les tropiques⁵⁹. L'échec de l'introduction d'immigrés Chinois par le roi Jean VI, pour la culture du thé, venait encore au secours des esclavagistes⁶⁰.

Ainsi, seuls les Noirs Africains étaient capables de supporter le travail sous le soleil. A cette "vérité" incontestable dans le monde esclavagiste s'en ajoutait encore un autre: il n'y avait que les noirs Africains pour supporter le travail dans l'agro-industrie sucrière. Il était dit couramment qu'aucun étranger blanc ne pouvait s'adonner à cette culture: leurs forces ne suffisaient pas pour en supporter la fatigue journalière sous l'ardeur du soleil et dans la vapeur des cuves⁶¹. Il était même dit que la feuille de la canne à sucre blessait constamment la chair blanche et y produisait des plaies, tandis qu'elle effleurait légèrement les épidermes noirs. Dieu avait peut-être fait des hommes libres, mais certainement il n'avait fait les noirs que pour le travail exigé par la canne à sucre.

Ce discours cachait mal la résistance des populations nées au Brésil qui ne voulaient pas se laisser engager dans les emplois de l'agro-industrie sucrière: les conditions de travail y étaient plus pénibles que dans les autres cultures d'exportation de toutes les Amériques⁶². Il fallait donc engager une main d'oeuvre non avertie de la voracité anthropophagique des rouages du sucre⁶³. Quoique protégés contre les feuilles de canne par la couleur de leurs peaux, les esclaves nés au Brésil avaient développé une résistance coriace au travail dans le sucre⁶⁴. Les travailleurs libres pauvres, à leur tour, jusqu'à l'abolition de l'esclavage, manifestaient le plus vif refus de travailler dans le sucre, ce travail

d'esclave vu comme une dégradation sociale⁶⁵. A l'époque de ce débat, les hommes libres, partout au Brésil, opposaient une vive résistance à tout travail en communauté avec les noirs. Un diplomate français remarque que ce refus est tellement enraciné dans les moeurs Brésiliens que:

"...même des serviteurs européens accoutumés chez nous aux derniers emplois d'une maison, refusent, une fois arrivés au Brésil, de porter un petit paquet sous le bras, d'un bout de la rue à l'autre, tant ils craignent, dès le second jour de leur débarquement, l'infaillible sobriquet de nègre blanc"⁶⁶.

D'après les défenseurs de la continuité de la traite, l'utilisation alternative de la main d'oeuvre indigène était tout à fait irréaliste. Pendant le XVIIe et le XVIIIe siècles, dans des conjonctures de "faim" d'esclaves africains, les amérindiens encore errants des contrées les plus éloignées étaient des cibles pour ceux qui cherchaient de la main d'oeuvre de remplacement. Dans le projet de José Bonifácio, il est suggéré un plus grand effort pour civiliser des Indiens, de façon à leur imposer des travaux agricoles et, ainsi, atténuer les effets d'une prévisible cessation de la traite. A l'époque de ces voeux, le nombre d'Indiens habitant la province était cependant déjà très réduit. En 1824, il n'y avait que 13.000 Indiens dispersés sur tout le territoire de la province: ils représentaient à peine 2% de la population totale et 4,5% de la population esclave qu'elle devait remplacer⁶⁷. Cette population correspondait à peine au produit d'une "bonne année" de traite africaine. Elle avait, de plus, une réputation d'inconstance, ce qui la rendait peu apte au travail organisé dans les plantations. D'ailleurs, les Indiens manifestaient une grande répugnance à accomplir des travaux de "nègre"⁶⁸.

En ce qui concernait les citoyens brésiliens c'est à dire, selon la Constitution, tous ceux qui sont nés au Brésil, libres ou affranchis⁶⁹, ils représentaient en 1824 environ 53% de la population de la province. Il n'était pas question de se laisser toucher par l'éthique productiviste du projet de Bonifácio, mais plutôt de s'assurer que l'autre moitié de la société, composée par des esclaves, ne voit pas ses contingents s'affaiblir parce que plus nombreux seront les deuxièmes, plus heureux seront les premiers. Plutôt que d'abolir la traite, il fallait, pensait - on, généraliser l'esclavage par l'intensification de la traite⁷⁰.

La victoire de l'esclavage

L'appel prométhéen de José Bonifácio ne pouvait avoir que bien peu d'écho auprès des oreilles bahianaises plus sensibles à la tentation de Dionysos⁷¹. Bahia, l'une des vraies patries de l'orgie dionysiaque, cultivait un idéal de vie improductive bien plus que d'autres sociétés brésiliennes où le travail esclave représentait également la principale force créatrice de richesses.

Le témoignage du voyageur français Tollenare permet de souligner des différences culturelles fort prononcées entre la culture développée dans la province de Pernambouc et celle de Bahia. Dans la première, les cris de Prométhée étaient fort bien écoutés. De ses récits, datés de 1817, émerge l'image d'une province qui bouge à la recherche d'un projet de nouvel Etat et de nouvelle société et qui se livre à l'aventure de la révolution pour façonner le monde selon ses ambitions⁷². Cette même année, Tollenare prend contact avec une société bahianaise où une partie de la population pauvre libre est entièrement séduite par la vie improductive des maîtres d'esclaves. Sans idéal, cette société ne bouge que par intérêt immédiat. En ces temps agités de la

révolution de 1820, de la guerre de l'indépendance et des rébellions urbaines et jusqu'en 1838, les élites bahianaises n'ont jamais essayé de proposer des projets et des idées de société pour le Brésil et pour Bahia.

Guidés par une éthique de l'instant⁷³, conservateurs et révolutionnaires ont tous cherché à faire passer leurs petits intérêts de groupe et à les adapter aux possibilités fugaces de la conjoncture. Ayant vécu l'expérience radicale de la guerre civile, des révoltes d'esclaves et de la désorganisation sociale, cette province n'a produit, ni de grands leaders révolutionnaires, ni de grands hommes d'Etat.

Le seul agitateur qui soit se fait un nom au plan national, Cypriano Barata, devient plus connu par son action menée à Lisbonne, à Rio, au Pernambouc que par celle qu'il a pu développer à Bahia. En 1834, déjà un vieillard, vaincu dans tous ses combats, de la conspiration de 1798 aux soulèvements anti-portugais de 1831, il fait publier dans le journal "O Democrata", avant de prendre le chemin de Pernambouc, ses chagrins et ses adieux à Bahia, Ils finissent par la citation de Scipion:

" Patrie ingrate (Bahia), tu ne garderas pas mes os"⁷⁴.

Du côté des hommes d'action, l'exemple extrême est celui du professeur de médecine Francisco Sabino Alvares Vieira. Ce mulâtre aux yeux verts était un vétéran de la guerre de l'indépendance. Toujours aux côtés des conspirateurs les plus radicaux, il a pris directement ou indirectement part à tous les mouvements révolutionnaires jusqu'en 1837. Il dévient alors le grand leader de la révolution fédéraliste de Bahia, surnommée justement Sabinada. Dans sa vie publique, il ne montre aucun penchant pour le sacrifice de Prométhée. Au contraire, même en prison, son comportement est objet de

l'étonnement du comte Ney, de passage par Bahia en 1840, qui remarque:

" Les chefs de la dernière insurrection, et les incendiaires de la ville, Sabino, Velloso, et autres, s'inquiètent peu de l'arrêt qui les a condamnés à mort depuis longtemps et jouaient dernièrement dans leur prison Inês de Castro et d'autres pièces, pour se divertir"⁷⁵.

Dans une société si fascinée par les bienfaits de la vie improductive, plutôt que par l'idée de la généralisation du travail manuel, une majorité de citoyens est favorable à l'idée de la nécessité du travail esclave.

La réussite des notables de la canne à sucre ne pouvait être plus complète:

- Quinze ans après la guerre de l'Indépendance, ils avaient réussi à maîtriser le désordre en ville et à écraser toute trace de résistance venue de la part des esclaves;

- le projet rédigé par José Bonifácio portant sur la cessation de la traite et sur l'abolition graduelle de l'esclavage n'avait même pas été présenté à la chambre en raison de la dissolution de l'Assemblée Constituante par l'empereur, et il ne sera plus parler de ce sujet au Brésil avant 1850, ce qui a permis de consolider dans le nouvel ordre juridique impérial, toute la législation portugaise qui assurait la propriété esclave;

- la convention signée avec l'Angleterre en Novembre 1826 et ratifiée l'année suivante prévoyant l'arrêt définitif de la traite Africaine en 1830 n'a eu aucun effet, puisque, pendant ces 3 ans, le nombre de travailleurs africains importés à Bahia est monté, jusqu'à 47.900 personnes, 102% de plus que pendant les 3 années antérieures.

Les notables ont même été capables de convaincre une majorité d'hommes libres qu'ils ne pouvaient pas vivre

sans des esclaves noirs. Ils étaient en train de corrompre toute une ville qui est devenue encore plus complice de la contrebande des Africains.

La complicité, le conformisme et la léthargie, fondés sur le travail de l'esclave, seront les traits caractéristiques de la physionomie d'un peuple qui persisteront jusqu'à la fin du siècle. En 1887, un autre esprit prométhéen, le leader abolitionniste Luis Anselmo da Fonseca, ne retient pas son indignation :

"Bahia n'est plus qu'un dortoir.

Son peuple dort, couché sur les sommets de ses buttes. Il dort...dort toujours et... rêve de l'esclavage.

Il ne se réveille que pour le carnaval des élections ou pour les fêtes de l'église, qui ont lieu dans une centaine d'églises, à la raison de dizaines par mois.

Que personne n'ose réveiller cette sultane de son interminable sommeil!"⁷⁶.



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

NOTES

1 - Pierre Victor Mauboussin MAE/CCC. Consulat de Bahia, Vol. 5. fols. 13/14.

2 - Il ne s'agit pas d'un processus révolutionnaire classique pendant lequel des tendances structurelles, soit d'ordre économique, soit d'ordre social, accélérées par l'action politique des groupes sociaux, auraient été responsables de la naissance d'un nouvel ordre cohérent avec ces mêmes tendances. L'éclatement d'une société hiérarchique comme celle de Bahia ne suit pas ce chemin classique des révolutions libérales. Il s'agit plutôt de l'installation du désordre social par l'incapacité de chacune des factions politiques ou des groupes sociaux intervenants de soutenir un projet de changement social et politique.

3 - F.W.O. MORTON The conservative revolution of Independence. Op. cit. insiste beaucoup sur l'idée de la "révolution conservatrice" pour essayer de montrer que la classe de "senhores-de-engenho" n'avait jamais perdu ni l'initiative ni le contrôle du déroulement des événements à Bahia.

4 - Katia MATTOSO montre dans ses ouvrages l'importance de cette transhumance dans la baie de Tous Saints. Jour après jour, depuis trois siècles, un millier d'embarcations transporte des vivres pour alimenter la ville, des caisses de sucre pour le port, des hommes et des femmes. Elle arrive même à dire qu'il n'y avait pas de tonnerre en ville sans de la pluie dans le Recôncavo.

5 - "Des bandes de déserteurs et de voleurs de profession attaquent des habitations isolées et les rançonnent. Plusieurs petites villes se sont armées contre ces malfaiteurs, mais ils échappent facilement aux recherches en se jetant dans les bois. Le Gouvernement de Bahia n'a que bien peu de ressources contre ces désordres. Il n'ose envoyer des soldats de peur d'augmenter le nombre des malfaiteurs." MAE /CCC Consulat de Bahia, Vol I. Fol. 364.

6 - Cette rébellion a été étudiée par João José REIS. Rebelião Escrava no Brasil: a história do Levante dos Malês. 2a. edição. São Paulo, Brasiliense, 1987. Elle est atypique dans la mesure où elle se posait comme objectif la prise de la ville de Salvador et non la fuite hors de la ville de Salvador. Toutefois, rien n'empêche de

croire que, s'il y avait des rescapés de cette révolte, ils auraient pris le chemin traditionnel du "quilombo".

7 - Dans cette période se sont formés quelques quilombos importants comme celui d'Urubu, en 1826, - dont sa destruction est décrite par João REIS (Op. cit. pp. 74/76) -, comme celui d'Abrantes détruit en 1827 et celui de Campina de Pirajá qui a été formé par des esclaves révoltés en mars 1828, rescapés du combat livré aux troupes de police à l'endroit appelé "Engomadeira" situé dans les brousses environnant la ville. Il y a des informations de tractations entre ces marrons et les soldats des milices mulâtres accusés d'être alliés des républicains. (Voir chap.6, p.309).

8 - Il s'agit, dans la plupart des cas, de la multiplication d'un phénomène traditionnel de résistance dans le Recôncavo que (Stuart SCHWARTZ Segredos Internos. Op. cit. 378/380) appelle "mocambos".

9 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. 2. Fols. 211/212.

10 - Stuart SCHWARTZ (Op. cit. p. 391) identifie des vagues de rébellions esclaves dans la province voisine de Sergipe, dans les années de 1824, 1827 et 1828 et il établit un rapport entre ces soulèvements et ceux de Bahia.

11 - MAE /CCC Consulat de Bahia. Mémoires et Documents. Brésil. Vol.Fols. 159/160. Copie de quatre dépêches adressées par le président de la province de Bahia à diverses autorités civiles et militaires au sujet de révoltes d'esclaves dans sa circonscription.

12 -

"(O visconde de Camamu) tomou a providência útil de abrir comunicações em torno da cidade, desbastando os muitos matos que havia, e onde se refugiavam escravos fugidos e malfetores de toda a espécie. Foi ele quem abriu a estrada que das Quintas dos Lazaros vai ao Cabula." Braz do AMARAL. História da Bahia do Império à República. Op. cit. pp. 52/53.

(Le vicomte de Camamu) a pris l'initiative très utile d'ouvrir des voies de communications autour de la ville en débouillant de nombreux maquis où se réfugiaient des esclaves fugitifs et des malfaiteurs de toute espèce. C'est lui qui a ouvert la route qui va de Quintas dos Lázaros jusqu'au Cabula".

13 - Antoine DUGRIVEL. Des bords de la Saône à la baie de San Salvador, ou promenade sentimentale en France et au Brésil. Paris, Lacour, Librairie-éditeur, 1843. Lettre II, Bahia, 1er. février 1833. pp. 361/362. A la différence de ce qu'affirme João José REIS (A rebelião escrava no Brasil. Op. cit. p. 82), les rebelles de 1830 n'ont pas eu pour but " de faire exploser le centre du pouvoir blanc" mais ils ont bel et bien cherché à sortir de la ville, comme d'ailleurs les rébellions précédentes. Ils sont sortis du quartier commercial vers les embarcadères par le même trajet par où étaient entrées les troupes des indépendants et ils ont été battus finalement quand ils ont essayé de regagner les bois. Voir aussi Pierre VERGER. Fluxo et Refluxo ...Op. cit. pp. 338/339.

14 - Cette modération des républicains de Pernambuco, pendant le soulèvement de 1817, au sujet de la libération des esclaves est justifiée par des contemporains comme le commerçant Français Tollenare, par leur besoin de ne pas trop effrayer des planteurs de canne et des maîtres de moulin engagés dans le mouvement. Quand ils sont plus éloignés de cette pression exercée par leurs alliés propriétaires d'esclaves, ils sont alors beaucoup plus franchement libérateurs. C'est peut-être une explication de l'action radicale développée à Bahia en 1823 par les troupes pernamboucaines sous le commandement de Barros Falcão, l'un des commandants militaires du soulèvement de Pernambuco un an après.

15 - Il ne faut pas oublier aussi que ce moyen d'affranchissement par l'engagement dans les troupes a été utilisé comme l'un des plus efficaces mécanismes d'extermination systématique des noirs dans les Provinces de la Plata aux débuts du XIXe siècle.

16 - On lit dans le projet d'abolition présenté par le député pauliste José Bonifácio:

" A Província de São Paulo, antes da criação dos engenhos de açúcar, tinha poucos escravos, e todavia crescia annualmente em povoação e agricultura, e sustentava de milho, feijão, farinha, arroz, toucinhos, carnes de porco etc.. a muitas outras Províncias marítimas e interiores." José Bonifácio D'ANDRADA E SILVA. Representação à Assembléa Geral Constituinte e Legislativa do Império do Brasil sobre a escravatura. Paris, Typographia de Firmin Didot - Impressor d'el rey, rua Jacob, nº 24, 1825.

"Dans la province de São Paulo, avant l'implantation des moulins-à-sucre, il y avait très peu d'esclaves et pourtant

la province voyait toujours augmenter sa population et sa production agricole, et soutenait l'approvisionnement en maïs, en haricots, en farine de manioc, en riz, en lard, en viande de porc etc... les diverses autres provinces maritimes et l'intérieur du Brésil."

17 - Manuel Emílio Gomes de CARVALHO. Os deputados Brasileiros nas Cortes de Lisboa. Brasília, Senado Federal, 1979. p. 129.

18 - Après s'être élevé au plus haut grade dans cette société secrète, à la veille de l'installation de l'assemblée constituante, il créa un autre loge maçonnique nommée "le Noble Ordre des Chevaliers de la Sainte Croix". Dans cette société considérée comme plus conservatrice que la précédente, il nomma l'empereur lui-même "l'Archonte-Roi" et se réserva le grade de "Consul". Sérgio Buarque de HOLLANDA. História Geral da Civilização Brasileira. Tomo II. O Brasil Monárquico. Vol. 1º - O processo de emancipação. Ação das sociedades secretas. p. 205.

19 - José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação...Op. cit. pp. 1/3.

20 - Ces rapports diplomatiques constituent des pièces historiques de grande valeur, dans la mesure où ils rapportent d'une façon systématique, avec fidélité, les états d'âme d'une élite au pouvoir au Brésil. Les questions principales y sont vraiment abordées.

21 - Note interne du Département condamnant l'abolition de la traite des Noirs au Brésil; opération considérée comme ruineuse pour l'économie de ce pays du fait de l'absence d'une main d'oeuvre de remplacement. sd.sl. MAE/CCC Consulat de Bahia. Mémoires et documents. Brésil. Vol. 8, (1816/1890). Fols. 255/262. Annexe II.

22 - Les aspects évidents d'une idéologie eurocentriste dominante à l'époque jouaient aussi un rôle important dans la politique internationale du monde de la Sainte Alliance. Etre reconnu comme nation civilisée constituait un rempart contre le danger d'une tentation recolonisatrice quelconque. Il ne faut pas oublier que pendant tout le XIXe siècle, le discours civilisateur a justifié les expansions coloniales vers l'Afrique et l'Asie.

23 -

"Com efeito, Senhores, Nação alguma talvez pecou mais contra a humanidade do que a Portuguesa, de que fazíamos outrora parte. Andou sempre devastando não só as terras

d'Africa e d'Asia, como disse Camões, mas igualmente as do nosso País. Foram os Portugueses os primeiros que, desde o Infante D. Henrique, fizeram um ramo de comércio legal de prear homens livres, e vendê-los como escravos nos mercados Europeus e Americanos." José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Op. cit. p. 9.

En effet, Messieurs, aucune Nation n'a autant péché contre l'humanité que la portugaise, à laquelle nous appartenions autrefois. Ils ont toujours semé la destruction non seulement dans les terres d'Afrique et d'Asie, comme le dit Camões, mais également dans notre pays. Depuis le temps des Henri le Navigateur, les Portugais ont été les premiers à rendre légal cette espèce de commerce qui consiste à chasser des hommes libres et à les vendre comme esclaves sur les marchés européen ou américains."

24 - Mise à part la lusophobie de l'après indépendance, la responsabilité du Portugal dans le maintien de l'esclavage au Brésil, reste une pièce importante de la propagande brésilienne en Europe à la fin du siècle. Maria da Glória Machado de ARAUJO. La voix du Brésil: Le Brésil. Courier de l'Amérique du Sud. Naissance de la presse brésilienne à Paris. 1881/1907. Mémoire de Maîtrise. Université de Paris Sorbonne (Paris IV) 1991. p. 22.

25 - Cette idée est courante dans d'autres textes des libéraux de l'époque, comme VILHENA et RODRIGUES DE BRITO (Voir chapitres 2 et 3). Pour eux, l'importation massive des Africains serait responsable de la "barbarie" du pays.

26 - En ce qui concerne les rapports personnels entre blancs et noirs, il ne voit que la perversion du concubinage entre le maître et ses esclaves, dont le produit, les enfants, étaient vendus par leur propre père.

27 _

"Mas como poderá haver uma constituição liberal e duradoura em um país continuamente habitado por uma multidão imensa de escravos brutais e inimigos? José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação... Op. cit. p.7.

Mais comment avoir une constitution libérale et durable dans un pays habité par une foule immense d'esclaves abrutis et ennemis?"

28 - Cette question revient avec force après 1860, à la suite de la guerre du Paraguay, surtout parmi les militaires. Encore en 1882, dans un débat qui s'établit à Paris entre un organe de la propagande brésilienne et un autre lié aux Argentins, il était dit que cet empire d'esclaves (le Brésil) serait incapable d'aucune action militaire contre une république de citoyens (l'Argentine), car la seule promesse de liberté adressée par les Argentins aux esclaves ferait des ravages derrière les lignes brésiliennes. Maria da Glória Machado de ARAUJO. Op. cit. p. 57.

29 - Cette digestion de la population d'origine africaine se ferait dans le cadre d'un progressif blanchiment de la population par le développement de l'immigration étrangère venue de l'Europe.

30 - Il ne faut pas oublier que ce maître de moulin était l'un des leaders d'une génération de modernisateurs de l'agro-industrie sucrière pendant le temps de Jean VI (1808/1820). Il s'était prononcé contre le comte dos Arcos pour demander une répression des révoltes esclaves encore plus meurtrière. Voir chapitre 2. p.170.

31 - Il s'agit, en fait, d'une négociation trilatérale avec la participation du Portugal et de l'Angleterre qui se fait mandataire des intérêts lusitaniens, et du Brésil. En plus des conventions portant sur la Traite Africaine, est imposée à l'Empire du Brésil une lourde indemnité de 2 milliards de livres sterling, somme obtenue par un emprunt réalisé auprès de la maison Rothschild à Londres et par l'obtention d'un traitement de faveur pour les exportations anglaises en direction du marché brésilien. Luis Felipe de ALENCASTRO. Le commerce des vivants: Traite d'esclaves et "Pax Lusitana" dans l'Atlantique Sud. Thèse de Doctorat en Histoire. Université de Paris X - Nanterre, 1985/86. 3ème vol. p. 470.

32 _

"L'abolition de la traite au Brésil est devenue illusoire non seulement par l'impossibilité de suppléer aux noirs; mais encore, par la maladresse avec laquelle cette transaction a été conclue. Les Anglais y ont mis trop de violence et les Brésiliens trop de pusillanimité; les premiers ont trop exigé, les autres ont tout promis pour ne rien tenir". Note interne du Département condamnant l'abolition de la traite des Noirs au Brésil ... sd.sl. MAE.Mémoires et documents. Brésil. Vol. 8 Fol. 258.

33 - Les démentis de Mr. Gordon n'ont servi à rien. Pour les Brésiliens c'était leur parole contre la parole d'un ministre de

l'Empire qui se faisait passer pour le jouet docile des Anglais.
Marquis de GABRIAC. Note sur le traité du 23 gbre
1826...MAE.Mémoires et documents. Brésil. Vol. 8. fol. 121.

34 - Idem. Fol. 135.

35 - Jusqu'à aujourd'hui, l'expression est encore courante à Bahia
"Para Inglês ver" comme synonyme de "faire semblant de".

36 - Le consul français témoigne:

"La convention conclue à Rio de Janeiro relativement à la
cessation de la traite des noirs a d'abord consterné les
planteurs. Toutefois, à l'époque où j'ai parcouru les
habitations, on n'en parlait déjà presque plus, les
Brésiliens, doués d'une confiance ineffable dans les
événements, se flattent que le terme de quatre ans fixé
pour la cessation de l'introduction sera prolongé ou que la
contrebande y suppléera". MAE/.CCC. Consulat de Bahia. Vol.
2, fol. 42.

37 -

"O branco nasceu para mandar e repousar, o negro para
obedecer e trabalhar",

e est'outra fórmula econômica:

"Porque o branco nasceu para o mando e o negro para a
obediência absoluta, este só pode existir como máquina,
como escravo, e aquêle é naturalmente senhor; ora, se o
branco degradar-se-ia trabalhando, cumpre ao negro o dever
de trabalhar para fazê-lo viver". Tito Franco de ALMEIDA. O
Brazil e a Inglaterra ou o tráfico de Africanos. Rio de
Janeiro, Typographia Perseverança, rua do Hospício n° 91,
1868. p.7.

L'auteur reproduit ce cliché justement pour le repousser.

38 - José Bonifacio d'ANDRADA E SILVA. Representação... Op. Cit
p.21.

39 - Cet acte courageux du ministre des finances du gouvernement
républicain provisoire, le Bahianais Ruy Barbosa, est encore
aujourd'hui fort critiqué par certains militants noirs Brésiliens
désinformés et par des historiens qui se plaignent de la perte
irréparable de sources de l'histoire de l'esclavage au Brésil. Bref,

les intérêts de la Science de l'Histoire ont dû plier devant les intérêts de l'Histoire.

40 - Dans l'article XXXI il était prévu l'installation de ces conseils:

"Art. XXXI - Para vigiar na estrita execução da lei, e para se promover por todos os modos possíveis o bom tratamento, morigeração, e emancipação sucessiva dos escravos, haverá na Capital de cada província um CONSELHO SUPERIOR CONSERVADOR DOS ESCRAVOS, que será composto do Presidente da Província, do Bispo, ou em falta deste, da maior Autoridade Eclesiástica, do Magistrado civil da maior graduação, e de dois membros mais, escolhidos pelo Governo d'entre os Conselheiros Provinciais. Presidirão por turno e mensalmente o Presidente e o Bispo." José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação... Op. cit. p.35.

"Art. XXXI - Pour veiller à la stricte exécution de cette loi, et pour développer par tous les moyens possibles le bon traitement, la formation aux bonnes moeurs et l'émancipation progressive des esclaves, dans chaque capitale de province siégera un CONSEIL SUPERIEUR PROTECTEUR DES ESCLAVES, composé par le Président de la Province, par l'Evêque, et en cas d'empêchement, par la plus haute autorité ecclésiastique, par le Magistrat civil du plus haut grade, et par deux autres membres choisis par le Président de la Province parmi les conseillers provinciaux. Ce conseil sera présidé à tour de rôle et mensuellement par le Président de la Province et par l'évêque".

41 -

"Art. XIII - O senhor não poderá castigar o escravo com surras, ou castigos cruéis, senão no pelourinho público da cidade, vila, ou arraial, obtida a licença do Juiz policial, que determinará o castigo à vista do delicto: e qualquer que for contra esta determinação será punido com pena pecuniária arbitraria a bem da Caixa de Piedade, dado porém recurso ao Conselho Conservador da Província." José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação ...Op. cit. p.30.

"Il sera interdit au maître de châtier l'esclave par des raclées et par d'autres châtiments cruels. Tout châtiment se fera au pilori public de la ville ou du village, avec

autorisation d'un fonctionnaire de police, qui décidera de la peine au vu du délit commis: et toute atteinte à cette décision sera punie par des amendes destinées à un Mont de Piété (pour l'affranchissement des esclaves), avec le droit d'appel au Conseil Protecteur de la Province."

42 - Dans ses articles XVI et XVIII, le projet prévoit que les enfants mineurs moins de 12 ans et les femmes enceintes à partir du 8ème mois, ne seront pas soumis à des tâches fatigantes ou insalubres. Op. cit. p.31.

43 - José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação... Op. cit. p.29.

44 - Sur la fermeture de la frontière, voir chapitre 2.

45 - Ignacio ACCIOLI. Memórias Históricas e Políticas da Província da Bahia. Op. cit. pp. 370/371.

46 - Antonio MONIZ DE SOUZA a donné un témoignage assez complet sur la société et l'économie bahianaises, surtout celles de l'intérieur du pays. Il représente bien le regard du petit propriétaire foncier de l'intérieur de la province, plus précisément d'une région du Nord, frontalière de la province de Sergipe. Dans sa biographie, Frederico EDELWEISS relève quelques traits importants qui précisent mieux sa place dans la société bahianaise. Fils d'un éleveur de bétail, il travaille, dès son enfance dans la ferme de la famille ce qui le prive d'une vraie scolarité. A l'âge adulte, il devient petit commerçant dans son village et pour combattre des bandits, il accepte le poste, de capitaine dans la milice locale. En 1807, après avoir pourchassé les bandits, il prend la route de Recife pour s'engager comme volontaire dans la guerre contre la France. A mi-chemin, son bateau fait naufrage, il perd les 4 esclaves qu'il conduisait avec lui, et il devient complètement sourd. Incapable alors d'entrer dans l'armée, il part pour Rio de Janeiro où il se fait accepter dans un couvent franciscain comme laïc. Là, il rencontre le frère botaniste José Mariano da Conceição Veloso qui lui apprend les arts de la botanique et de l'herboristerie. Il revient alors, à Bahia en 1812 et jusqu'en 1824 il entreprend plusieurs voyages d'exploration vers l'intérieur à la recherche de plantes médicinales qu'il vend dans la capitale. Encore une fois il revient à Rio d'où il entreprend de nombreux voyages d'exploration dans l'intérieur de cette province et de la province de Minas Gerais. Il meurt en 1857 après avoir affranchi ses 9 esclaves. Son oeuvre est composée d'un premier récit des voyages fait en 1824 sous

le titre "Descobertas curiosas, que nos Reinos Vegetal, Animal e Mineral, por sítios e sertões vários de Brasilicas Províncias: Bahia, Sergipe e Alagoas, fêz o capitão Antonio Moniz de Souza e Oliveira, natural da primeira...", manuscrit inédit de 1824, (Découvertes intéressantes sur le règne végétal, animal et minéral dans plusieurs sites et "sertões" des Provinces de Bahia, Sergipe et Alagoas, faites par le capitaine Antonio Moniz de Sousa, né à Bahia). Le deuxième récit porte le titre "Viagens e observações de um brasileiro, que desejando ser util a sua Pátria se dedicou a estudar os usos e costumes dos seus Patrícios, e os tres reinos da Natureza, em vários lugares e Sertões do Brasil oferecidas à Nação Brasileira" publié en 1834, (Voyages et observation d'un Brésilien, qui désiraît être utile à sa Patrie, s'est consacré à l'étude des usages et des habitudes de ses compatriotes, et des trois règnes de la Nature, en plusieurs endroits et "Sertões" du Brésil, offerts à la Nation Brésilienne); Il a produit aussi un recueil de pensées sous le titre "Maximas e pensamentos praticados por Antonio Moniz de Souza, o homem da natureza, em suas viagens pelos sertões do Brasil desde 1812 até 1840", publié en 1843 (Maximes et pensées d'Antonio Moniz de Souza, homme de la nature, dans ses voyages par les "sertões" du Brésil depuis 1812 jusqu'en 1840) et l'opuscule "Tratamento da morfêia pela casca da raiz de Sucupira, publié en 1855 (Traitement de la morphée avec l'écorce de la racine de Sucupire).

47 _

"..[certos homens aventosos], os quaes tendo-se assenhoreado dos melhores e vastos terrenos, e alguns por meios ilegais: ou os que não cultivam, como deviam, ou não consentem que os outros os cultivem, sendo debaixo de condições inteiramente desfavoráveis ao pobre agricultor". Antonio MUNIZ DE SOUZA. Representação aos Augustos e Digníssimos Srs. Representantes da Nação. Agosto de 1832. In Revista do Instituto Geográfico e Histórico da Bahia, nº 72: 1945, pp 70/73.

48 _

"As colonias agrícolas criadas no início do século passado, além dos seus objetivos primeiros (povoamento, ocupação territorial, produção de alimentos, etc.) estavam intimamente ligadas aos compromissos assumidos com a Inglaterra a partir de 1810, restringindo o tráfico de escravos às possessões portuguesas, com a promessa de gradual abolição". Henrique Jorge Buckingham LYRA. Colonos e colonias: uma avaliação das experiências de colonização

agrícola na Bahia na segunda metade do século XIX. Mémoire de maîtrise. Université Fédérale de Bahia. Février 1982. p. 18.

Les colonies agricoles créées au début du siècle dernier, à côté des objectifs de peuplement, d'occupation territoriale et de production de denrées, étaient étroitement liées aux engagements pris par le Portugal vis-à-vis l'Angleterre, à partir de 1810, pour la restriction de la traite africaine vers les domaines portugais d'outre-mer, et pour l'abolition graduelle de l'esclavage.

49 - Cette opinion est d'ailleurs partagée par des défenseurs de l'esclavage à Bahia jusqu'aux derniers jours de cette institution. Pour eux, les blancs pauvres immigrés ne remplaceraient jamais les noirs comme travailleurs agricoles. Ils seraient plutôt des concurrents.

50 - Ainsi le député pauliste vitupère contre le clergé:

"O nosso Clero, em muita parte ignorante e corrompido, é o primeiro que se serve de escravos, e os acumula para enriquecer pelo comércio, e pela agricultura, e para formar muitas vèzes, das desgraçadas escravas un "harem turco". José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação... Op. cit. p.13.

"Notre Clergé, en grand partie inculte et corrompu, est le premier à faire usage des esclaves et à les accumuler pour s'enrichir par le commerce et par l'agriculture, et aussi pour former un "harem turc" avec de misérables esclaves."

51 -

"A natureza fez tudo a nosso favor, nós porém pouco ou nada temos feito a favor da natureza. Nossas terras estão ermas, e as poucas que temos roteado, são mal cultivadas, porque o são por braços indolentes e forçados; nossas numerosas minas, por falta de trabalhadores ativos e instruídos, estão desconhecidas ou mal aproveitadas; nossas preciosas matas vão desaparecendo, vítimas do fogo e do machado destruidor da ignorancia e do egoísmo; nossos montes e encostas vão-se escalvando diariamente, e com o andar do tempo faltarão as chuvas fecundantes, que favorecerão a vegetação, e alimentem nossas fontes e rios, sem o que o nosso belo Brasil em menos de dois séculos ficará reduzido aos páramos e desertos áridos da Líbia. Virá então esse dia (dia terrível e fatal), em que a ultrajada natureza se ache

vingada de tantos erros e crimes cometidos. Eia pois, Legisladores do vasto Império do Brasil, basta de dormir: é tempo de acordar do sono amortecido em que há séculos jazemos." José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação...Op. cit. p.38.

52 - D'ailleurs cet idéal du non travail des Portugais au Brésil était fort enraciné dans les mentalités coloniales. Voir chapitre 2, p.117.

53 -

Note interne du Département condamnant l'abolition de la traite des Noirs au Brésil..” sd.sl. MAE.Mémoires et documents. Brésil. vol. 8.(1816/1890). Fol.256.

54 - L'auteur de la "Note Interne du Département." fait mention des essais de colonisation agricole avec des ressortissants des Açores et des Canaries.

55 - Henrique Jorge Buckingham LYRA. Colonos e Colonias..Op. cit. pp. 24/25.

56 - Idem. pp. 29/31.

57 - Idem. p. 30.

58 - Idem. p. 31.

59 - José Bonifácio d'ANDRADA E SILVA. Representação...Op. cit. p.15.

60 - Jusqu'à la fin du XIXe siècle, quelques tentatives infructueuses ont été faites pour introduire des "coolies" pour remplacer des esclaves noirs. En 1868, l'historien Francisco Adolpho VARNHAGEN, alors consul brésilien à Caracas fait une évaluation très négative de ce type de migration à Cuba. Francisco Adolpho VARNHAGEN. Carta ao Exm^o Ministro da Agricultura, a respeito principalmente de vários melhoramentos nos engenhos d'assucar das Antilhas applicaveis ao Brasil. Segunda viagem. Caracas, Imprensa de V. Espinal, 1863. p. 4.

61 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. II. Fol.43.

62 - Stanley L. ENGERMAN. A economia da escravidão. Suplemento vol.8 n°48 CIENCIA HOJE: novembro de 1988. p.5.

63 - L'analyse des conditions de travail dans un complexe sucrier bahianais, faite par Stuart SCHWARTZ, montre la pénibilité des tâches imposées et l'intensité du rythme de travail auquel était soumis l'esclave du sucre. A ce degré extrême d'exploitation, s'ajoutaient les conditions inhumaines de vie imposées à ces travailleurs avec pour résultat l'extermination rapide de cette population. Stuart SCHWARTZ. Segredos Internos. Op. cit. pp. 95/121, 299/309.

64 - Sur les esclaves créoles, le consul Français remarque:

"On accoutume difficilement les nègres créoles aux travaux de la canne et de la chaudière. Cependant je suppose qu'avec des précautions et s'y prenant de bonne heure, on parviendra à les assujettir". MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. II. Fols.42

65 - Le 28 Novembre 1888, 6 mois après l'abolition de l'esclavage, nous trouverons dans les pages du JORNAL DE NOTICIAS, dans une lettre signée par un notable bahianais, l'agronome Silva Lima, qui prend comme pseudonyme "Velho Bahiano" - Vieux Bahianais - la mention de ce refus:

"Até o presente, na generalidade, por toda a parte onde se cultiva a canna, são empregados como trabalhadores africanos ou chins. Os nossos homens livres, antes e depois da lei de 13 de Maio, mesmo os que se ocupam de cultura, se empregam em toda outra que lhes dá meio de vida com descanso, de preferência à canna. JORNAL DE NOTICIAS. Bahia. Ano X, n°2726, Mercredi 28 Novembre 1888. Section "Na Actualidade", p. 1.

"Jusqu'à présent, en général, partout où se cultive la canne à sucre, sont employés des travailleurs Africains et Chinois. Avant et après la Loi du 13 Mai (la loi de l'Abolition) les hommes libres de chez nous, même les travailleurs agricoles, se font engager dans toute culture où ils peuvent jouir d'une vie de moins de fatigue, sauf dans la culture de la canne à sucre."

66 - MAE.Mémoires et documents. Note interne du Département.Doc. cit. Fol. 258. Même aujourd'hui, nous connaissons des personnes qui refusent encore de porter dans la rue quelque paquet que ce soit!

67 - Katia M. de Queirós MATTOSO. Au Nouveau Monde: une province d'un nouvel empire...Op. cit. p. 102.

68 - Sur les Indiens il est dit encore :

"Je n'ai point parlé des Indiens parce qu'ils sont peu nombreux dans cette province, et qu'ils ne se consacrent qu'aux travaux les moins fatigants. J'ai moi-même été témoin du refus d'une [illisible] d'entr'eux de travailler à la canne à sucre. Ils sont d'ailleurs faibles, insoumis et d'une inconstance qui a passé au proverbe." M.A.E./CCO. Consulat de Bahia. Vol. II. Fols.42/43.

69 - Article 6 de la constitution de l'Empire du Brésil. Projet de Constitution pour l'Empire du Brésil, élaboré par le Conseil d'Etat. Sur les bases présentés par S.M.I. Don Pedro Ier. De l'Imprimerie de Pill et aîné, rue des Grands Augustins n°7, Paris.

70 - Katia M. de Queirós MATTOSO. Au Nouveau Monde: une province d'un nouvel empire...Op. cit. p. 102.

71 - L'opposition entre les deux esquisses de société fondées, l'une sur l'idéologie de l'"énergétisme" et l'autre sur l'orgie dionysiaque s'inspire largement de l'ouvrage de Michel MAFFESOLI. L'ombre de Dionyos: contribution à une sociologie de l'orgie. Paris, Librairie des Méridiens, 1985.

72 - Le récit de TOLLENARE correspond à l'année de la révolution de 1817 dont il témoigne. Néanmoins, cet état d'ébullition sociale et politique se tient dans cette province jusqu'à une autre révolution celle de 1824.

73 - Michel MAFESOLI DIT:

" Octavio Paz oppose "l'esprit révolutionnaire" fondé sur le linéarisme et "l'esprit poétique" qui participe du temps cyclique, ce dernier étant le temps instantané de l'érotisme et de l'analogie". Michel MAFESOLI

74 - Braz do AMARAL. História da Bahia: do Império à República. Op. cit. p. 87.

75 - MAE.Mémoires et documents. Brésil. Vol. 7. Rapport de mission du comte Ney sur son voyage à Bahia. Fol. 213.

76 -

"A Bahia não é mais do que um dormitório.

Sua população, reclinada sobre o dorso das colinas, dorme...dorme sempre e... sonha com a escravidão...

Só acorda ou para o carnaval eleitoral, ou para as festas de igreja, de que em sua centúria de templos se fazem dezenas por mês.

Que ninguém ouse perturbar o interminável dormir desta sultana!" Luis Anselmo da FONSECA. A Escravidão, o Clero e o Abolicionismo. Ed. Fac-similar de 1887. Recife, Fundação Joaquim Nabuco/Editora Massangana, 1988. pp.174/175.



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

50 - En 1822, pendant le siège de la ville de Salvador, la junta de gouvernement brésilienne, installée à Cachoeira, a autorisé la frappe de monnaie de cuivre. C'est le point de départ pour la diffusion de la fausse monnaie. Ce problème ne sera résolu qu'en 1828. L'affaire de la monnaie de cuivre sera objet d'analyse dans le chapitre suivant.

51 - MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. III. Fol. 15.

52 - Le consul Français Marcescheau est très critique à l'égard de l'action menée par M. Parkinson, consul anglais à Bahia, dans cette affaire, instruit ou conseillé par des avocats brésiliens. Idem.

53 - Le même jour, le consul français Marcescheau provoque une réunion avec quelques commerçants français pour arrêter une position pour se défendre contre les Portugais: il veut exiger du vice-président Cezimbra toutes les garanties pour les propriétés des persécutés. Idem. Fol. 18.

54 - Dépêche de A. Marcescheau du 9 février 1833. MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. III. Fol. 94.

55 - Waldemar MATOS. Panorama Econômico da Bahia. 1808/1860. Bahia, Edição Comemorativa do Sesquicentário da Associação Comercial da Bahia, 1961. pp.68/69.

56 - Catherine LUGAR. The Merchant Community of Salvador, Bahia, 1780/1830. Op. Cit, 1980. p.305.

57 - Cela se voit dans l'étude détaillée de l'émigration portugaise pendant le XIX^e siècle faite par Tania Penido MONTEIRO. Portugueses na Bahia na segunda metade do século XIX. Emigração e Comércio. Porto, Secretaria de Estado da Emigração, 1985.